

# Rapport d'Orientation Budgétaire 2024

**Conseil Municipal du 19 mars 2024**



1

# Débat d'Orientation Budgétaire



## Sommaire :

- Contexte juridique
- Contexte macro-économique :
  - Mondial
  - De la zone euro
  - En France
- Loi de Finances 2024
- Situation financière de la commune à fin 2023
- Rétro-prospective 2022 - 2028
  - Section fonctionnement
  - Section Investissement (PPI)
- Structure de la dette

# Débat d'Orientation Budgétaire

## Contexte juridique



# Contexte juridique du DOB

- Le DOB est une étape **obligatoire** dans le cycle budgétaire pour les communes de **plus de 3.500 habitants**
- Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une **formalité substantielle**. Conséquence : toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité
- Le DOB doit avoir lieu au maximum **10 semaines** avant l'examen et le vote du budget pour toutes les collectivités et tous les établissements en **M57**
- Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget



# Objectifs du DOB

Avant l'examen du budget, l'exécutif présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- le **contexte économique** international, européen et national
- les grandes lignes de la **loi de finances**
- la **situation financière** de la commune
- les **orientations budgétaires** : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), de la fiscalité, des subventions ...
- les **engagements pluriannuels** envisagés : la programmation des investissements avec prévisions des recettes et dépenses : PPI
- la structure et la gestion de la **dette**



6

## Contexte macro-économique

- Mondial
- En zone euro
- En France

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

# INFLATION

RAPPEL

Mesurée par les indices des prix à la consommation :  
IPC et IPCH

Depuis sa création, l'**Insee** calcule l'**indice des prix à la consommation** (IPC) sur lequel se fonde la mesure de l'inflation. Dans les années 1990, en vue de l'intégration monétaire, les **pays européens ont défini un indice harmonisé**, à champ et concepts identiques pour tous les pays. L'**Insee** calcule ainsi également l'**indice des prix à la consommation dit « harmonisé » (IPCH)**.

Celui-ci sert de référence pour mesurer l'inflation de la zone euro par exemple, il est notamment utilisé par la BCE.

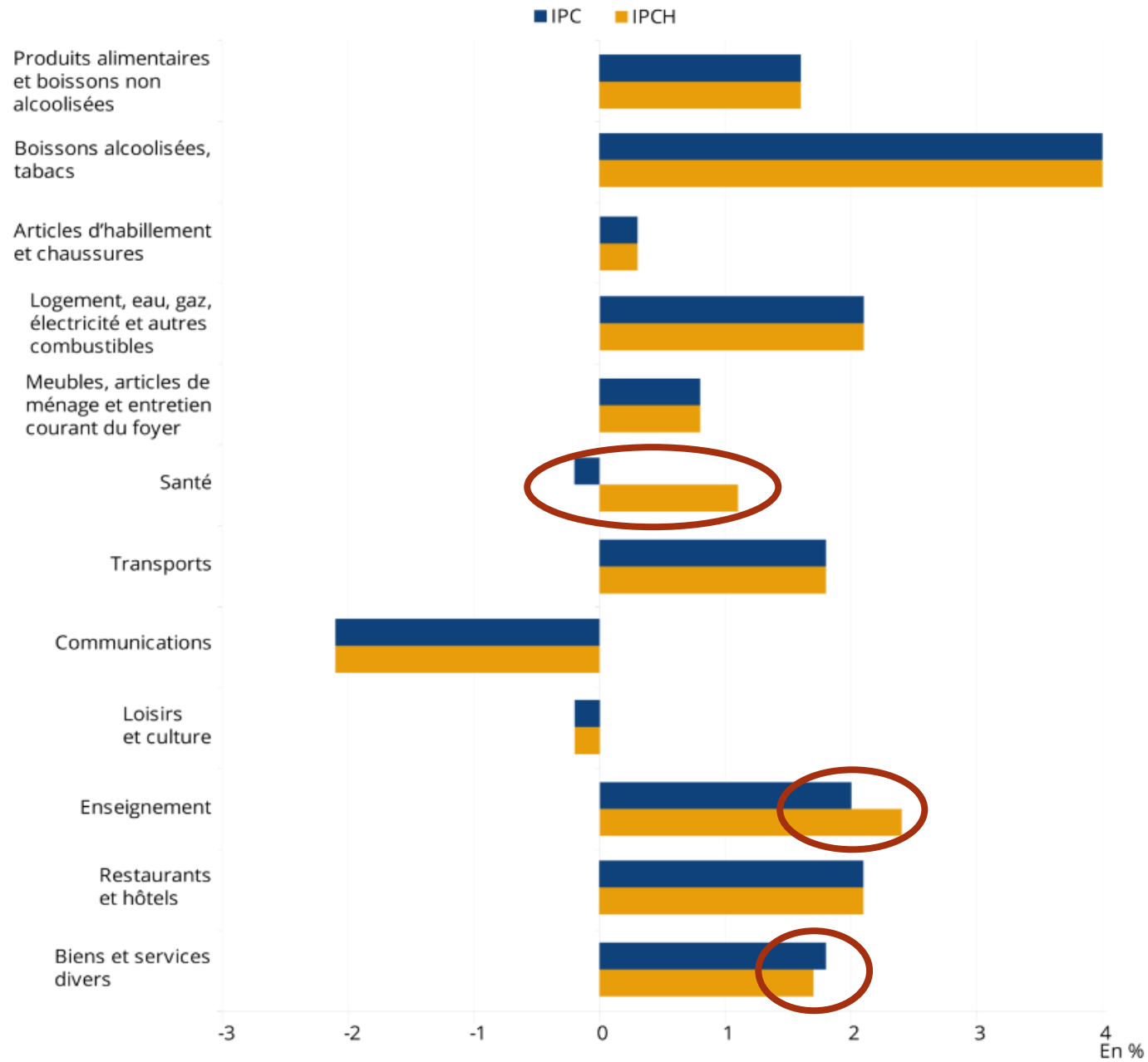
7

Les écarts entre les deux mesures de l'inflation s'expliquent par les **différences de périmètre, notamment sur la santé, l'enseignement et les biens et services**.

L'**inflation sous-jacente** est retraitée des prix de **l'énergie et de l'alimentation**

RAPPEL

Inflation annuelle moyenne entre 1996 et 2021  
par poste de consommation dans l'IPC et dans l'IPCH





# Données macro- économiques mondiales

9



## Une croissance modérée

Au niveau mondial, malgré un net ralentissement de l'inflation depuis T4 2022 (8 à 10% selon les pays), l'année **2023** a été marquée par des **niveaux d'inflation encore élevés**, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur **resserrement monétaire**.

Le **ralentissement de la croissance au niveau mondial** est confirmé. La Banque Mondiale estime la croissance pour **2023, à 2,6%** en moyenne par rapport à 2022

Pour **2024**, la Banque Mondiale reste prudente, en maintenant une **croissance de 2,4%** à l'échelle globale,

Elle prévoit pour **2025 2,7%**.

**2024** verra **51%** de la population mondiale appelés aux **urnes**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

# Données macro- économiques mondiales



## Une croissance modérée

Au sein des économies avancées

- Les Etats-Unis où la Réserve fédérale n'a plus augmenté le taux des fonds fédéraux depuis juillet, gardent une **croissance** solide en **2023, à 2,5%**, mais devraient connaître un **ralentissement en 2024 et 2025**. L'**inflation** (PCE) a continué de reculer, atteignant **3,4%** en décembre, contre 6,3% en janvier.
- En zone euro, fragilisée par la politique monétaire menée par la BCE le **PIB** est entré en zone de contraction avec seulement **0,5% en 2023**. Après 10 hausses successives, la BCE a marqué une pause dans son cycle de resserrement monétaire. L'**inflation** (IPCH) en zone euro poursuit sa baisse, à **2,9% en décembre** dernier.
- Au Royaume-Uni, l'**inflation** (IPC) reflue à **3,9%** en novembre. L'**activité** s'est montrée **atone** avec une baisse du **PIB de - 0,1% au T3**,

# Données macro- économiques mondiales

Une croissance modérée



Les **pays émergents**

Ils **sont pénalisés par le ralentissement de l'économie mondiale**. La politique monétaire menée par la FED vient renchérir la dette des pays émergents, souvent libellée en dollar américain

La **Chine**, connaîtrait une **croissance à 5,2% pour 2023**. Suite à la sortie de la stratégie stricte du « zéro covid » fin 2022, l'amplitude du rebond a déçu lors du premier semestre 2023. Une **inflation** (IPC) qui oscille autour de **0%**,

**Hors Chine**, le **PIB** réel est attendu en progression de **3,2% en 2023**,

# Données macro- économiques mondiales



## La fin du cycle de resserrement monétaire

Seule la **Banque du Japon** qui a conservé une **politique monétaire accommodante**,

**Toutes les banques centrales**, y compris la Banque nationale suisse, ont **augmenté** brutalement leurs **taux directeurs** sur les deux derniers exercices :

- **BCE** : taux **nul** au 1er janvier 2022, => **4,50%** en septembre 2023
- **FED** : taux **0,25%** au 1er janvier 2022, => **5,50%** en septembre 2023
- **BoE** : taux **0,25%** au 1er janvier 2022, => **5,25%** en septembre 2023
- **BNS** : taux **-0,75%** au 1er janvier 2022, => **1,75%** en septembre 2023

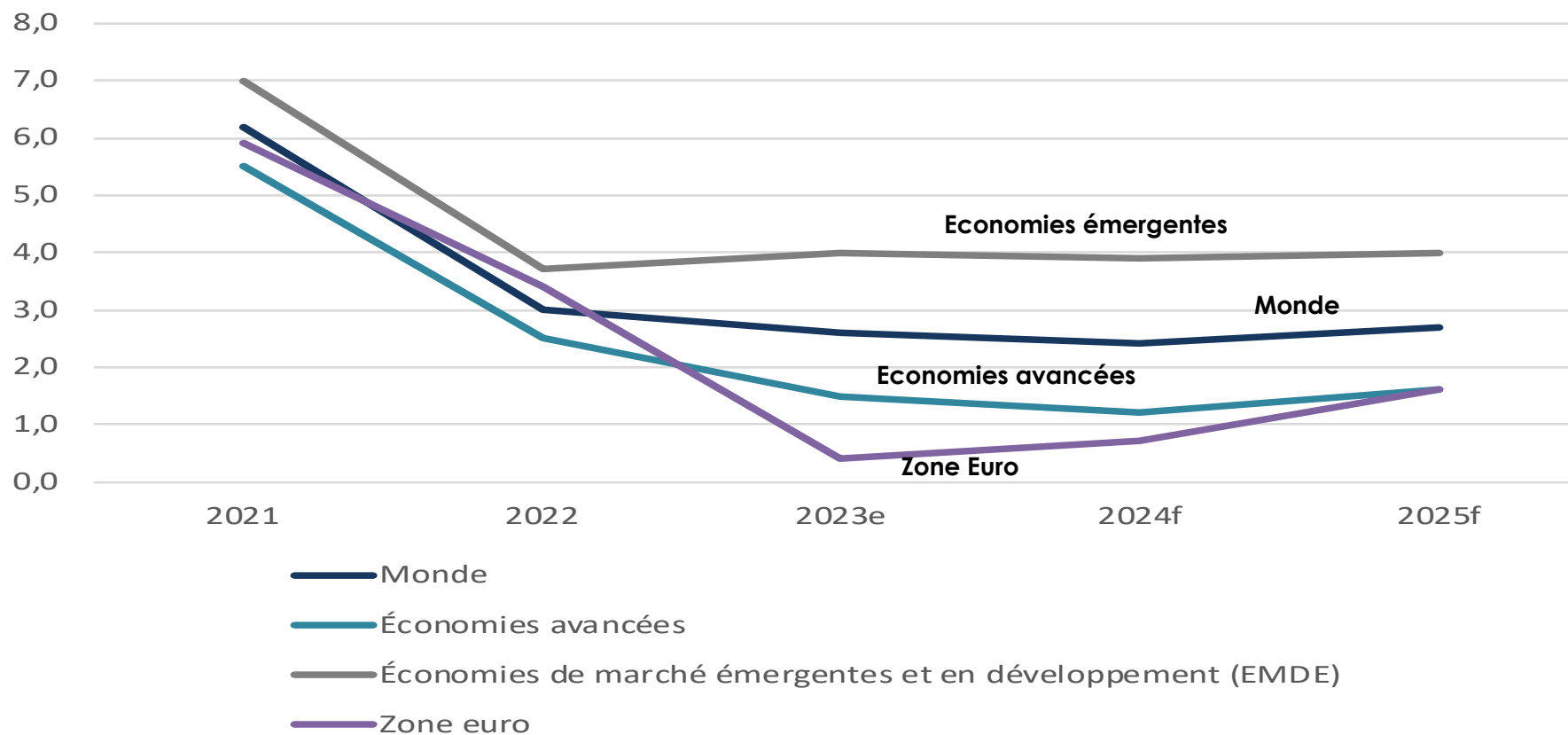


# Données macro- économiques mondiales



13

## Prévisions de l'évolution du PIB dans le monde (%)



Source : Banque mondiale, Janvier 2024 ; e : estimé / f : projection

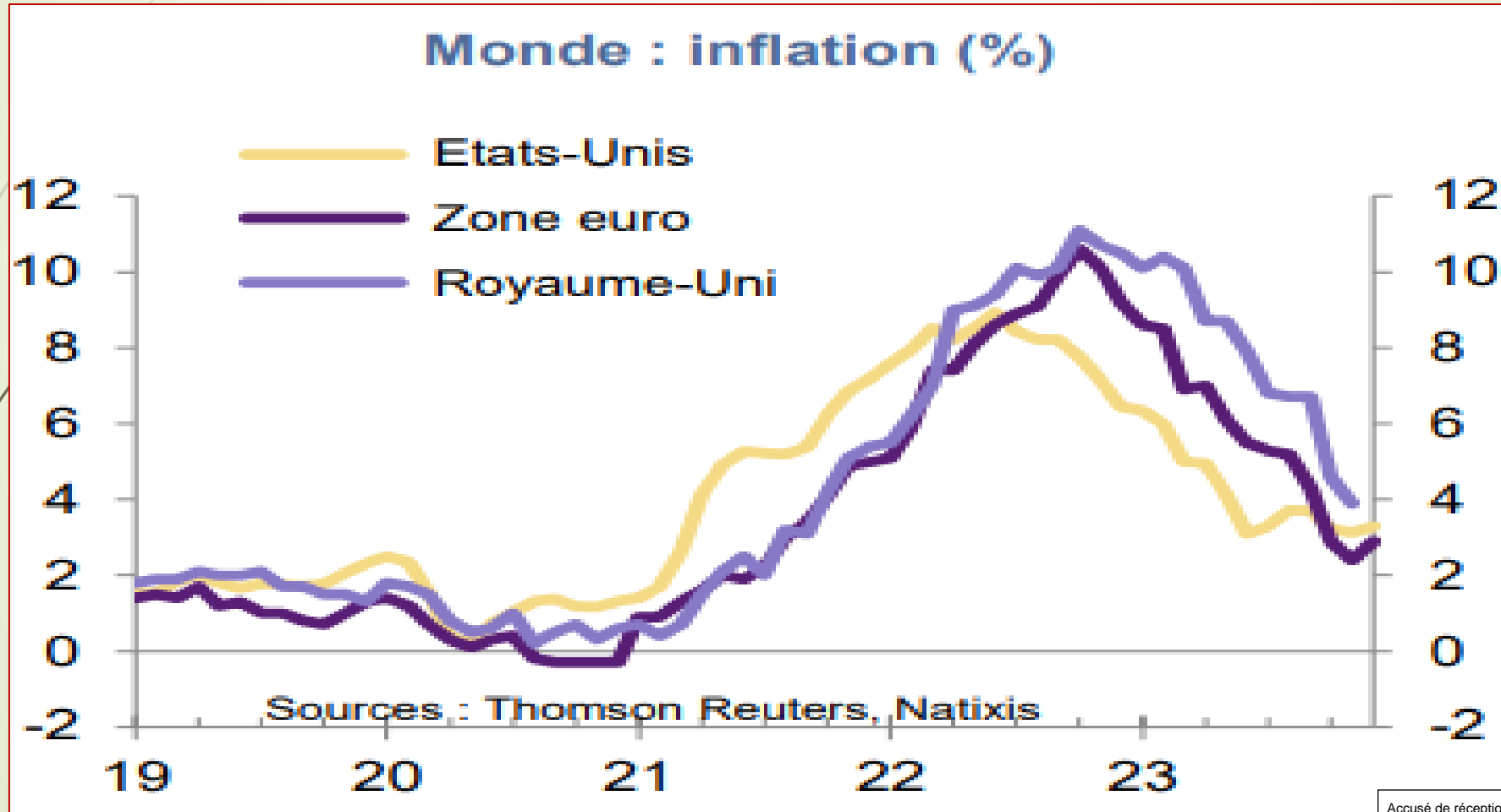
Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



# Données macro- économiques mondiales



14



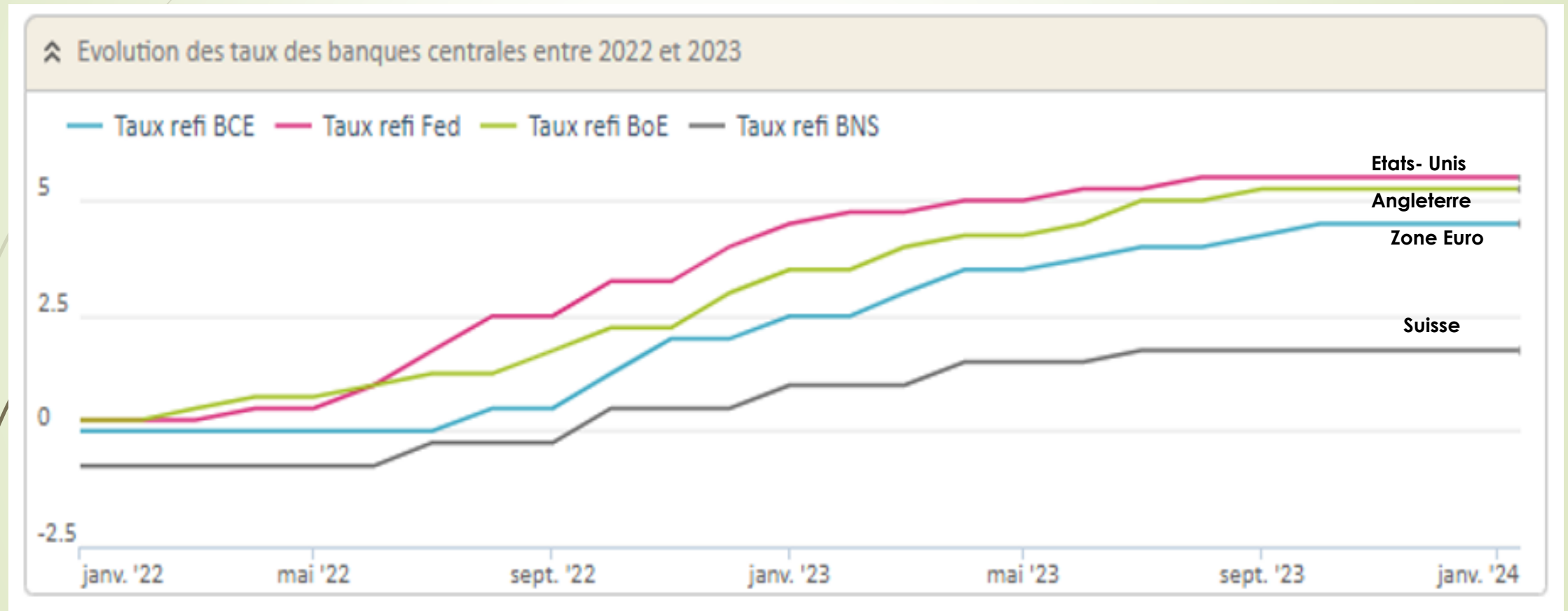
Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données macro- économiques mondiales



15

## Resserrement monétaire

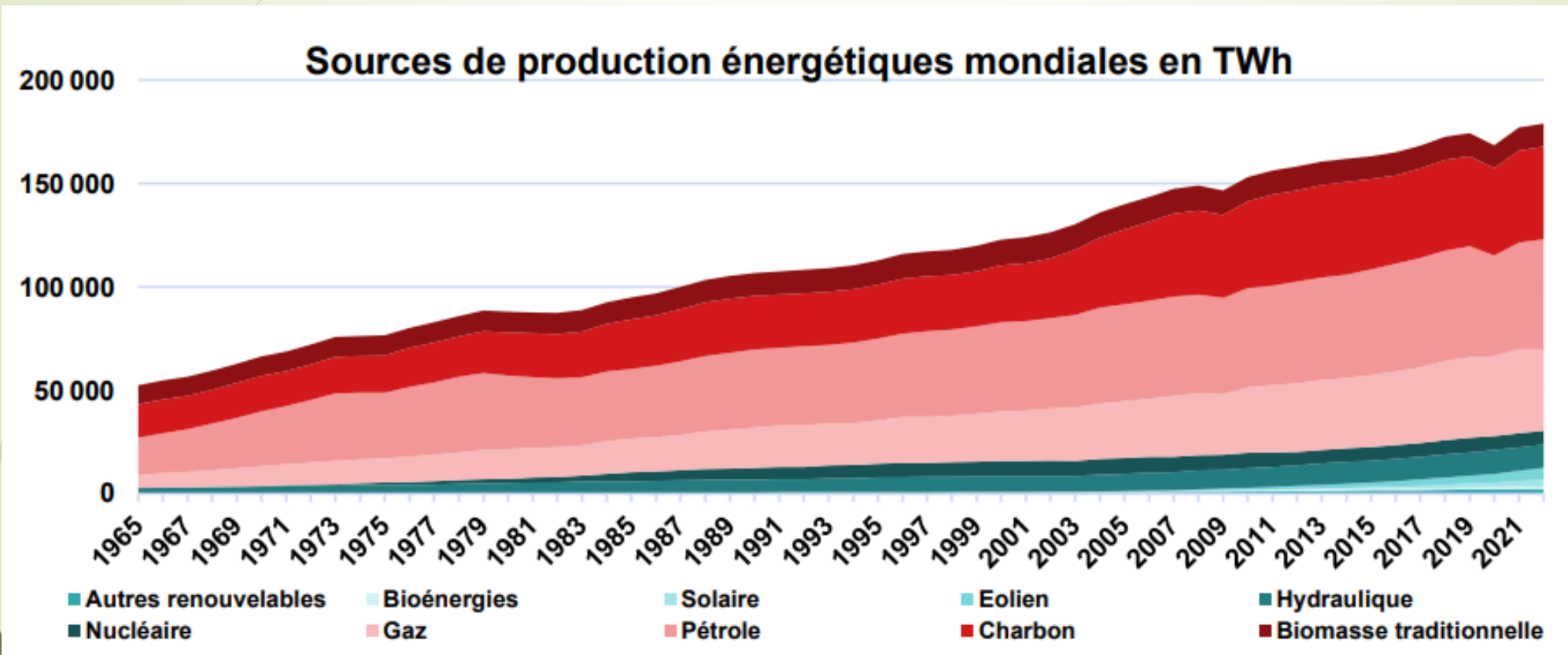


Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données énergétiques mondiales



16



Energies fossiles

Energies renouvelables

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données énergétiques mondiales

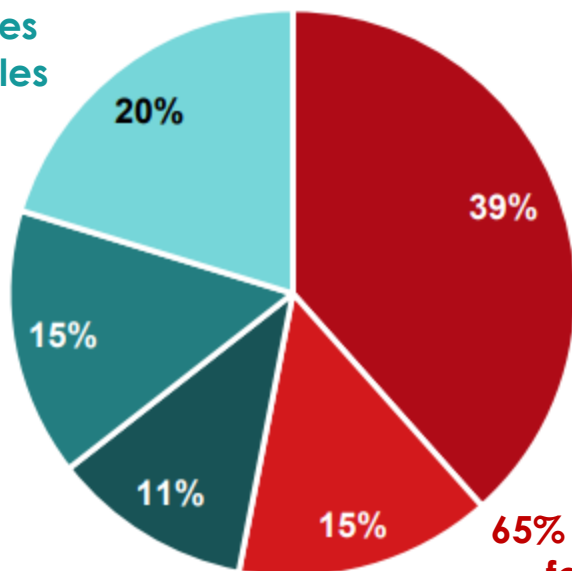


17

### Sources de production électriques mondiales en 1985

20% Energies renouvelables

15% de nucléaire

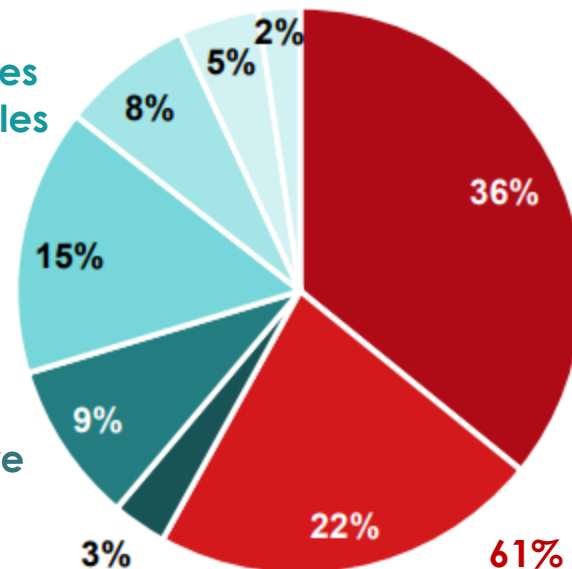


65% Energies fossiles

### Sources de production électriques mondiales en 2022

30% Energies renouvelables

9% de nucléaire



61% Energies fossiles

■ Charbon ■ Gaz ■ Pétrole ■ Nucléaire ■ Hydraulique

■ Charbon ■ Gaz ■ Pétrole ■ Nucléaire  
■ Hydraulique ■ Eolien ■ Solaire ■ Bioénergies

Source: Our World in data

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données macro- économiques zone euro



## La dynamique de désinflation se poursuit

Après un fort ralentissement de la croissance du PIB en 2022, qui a conduit sa progression annuelle à +3,4% , la **croissance** en zone euro devrait s'établir à **+0,5% sur 2023 avant de reprendre à +1% en 2024 et 1,6% en 2025**

Le cycle de désinflation amorcé depuis le début de l'année a tiré **l'inflation globale (IPCH) à 5,4% sur 2023 et à 2,9% au T4**

**Il est prévu une première coupe des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne en juin prochain,.**

Parallèlement, le **taux d'épargne des ménages reste élevé** et supérieur à son niveau prépandémique.

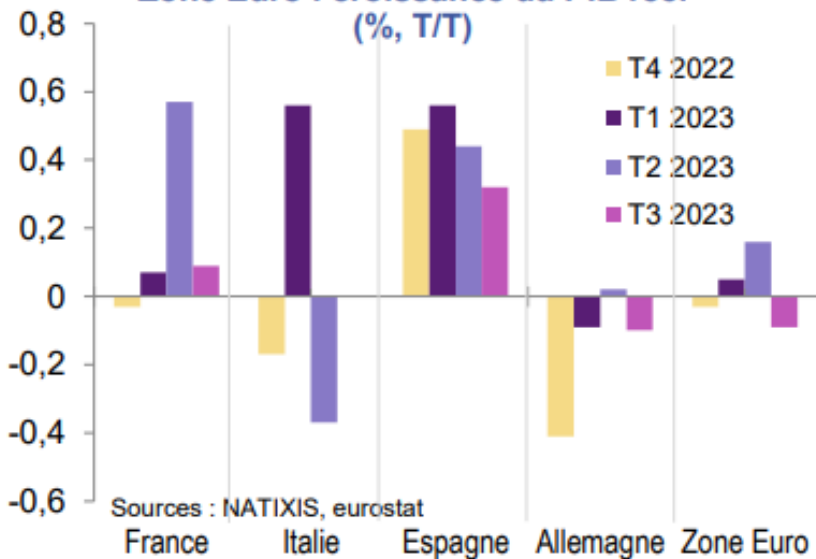


# Données macro- économiques zone euro



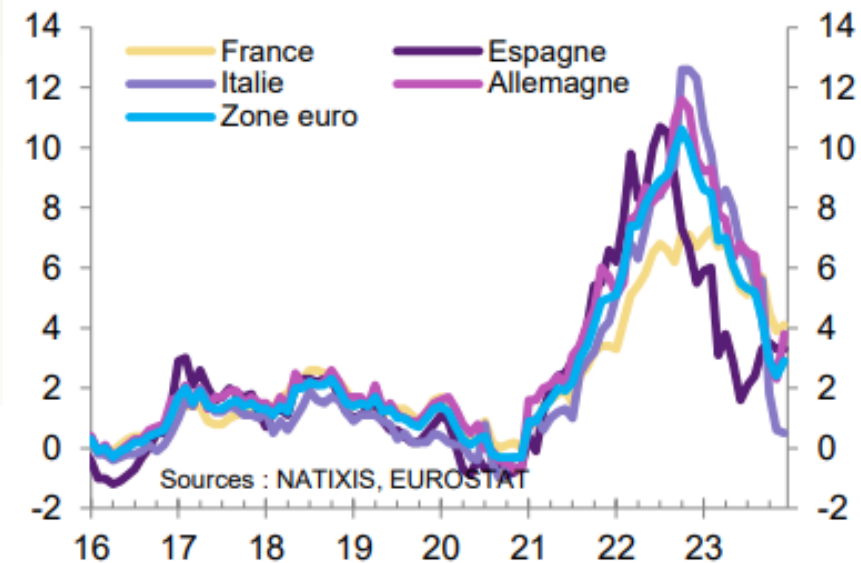
19

### Zone Euro : croissance du PIB réel (% T/T)

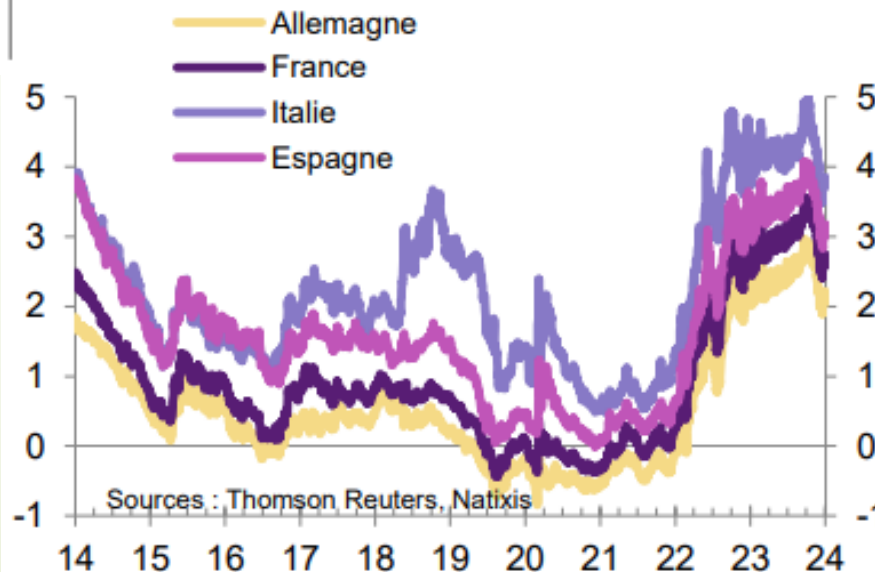


**La dynamique de désinflation se poursuit**

### Zone Euro : Inflation IPCH (% Y/Y)



### Zone euro : taux souverains à 10 ans



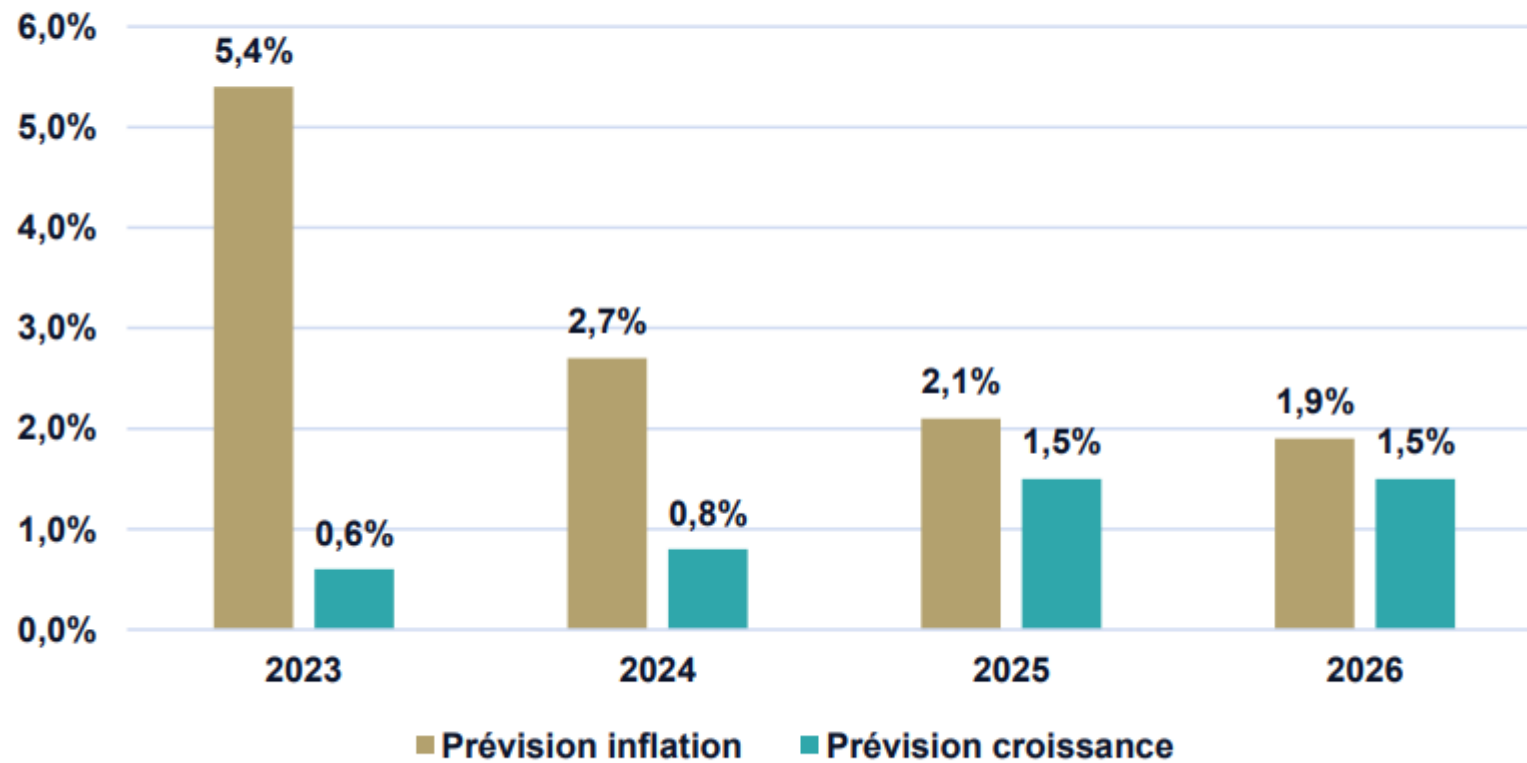
Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données macro- économiques zone euro



20

## Anticipations croissance et inflations de la BCE pour la zone euro



Source : BCE

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

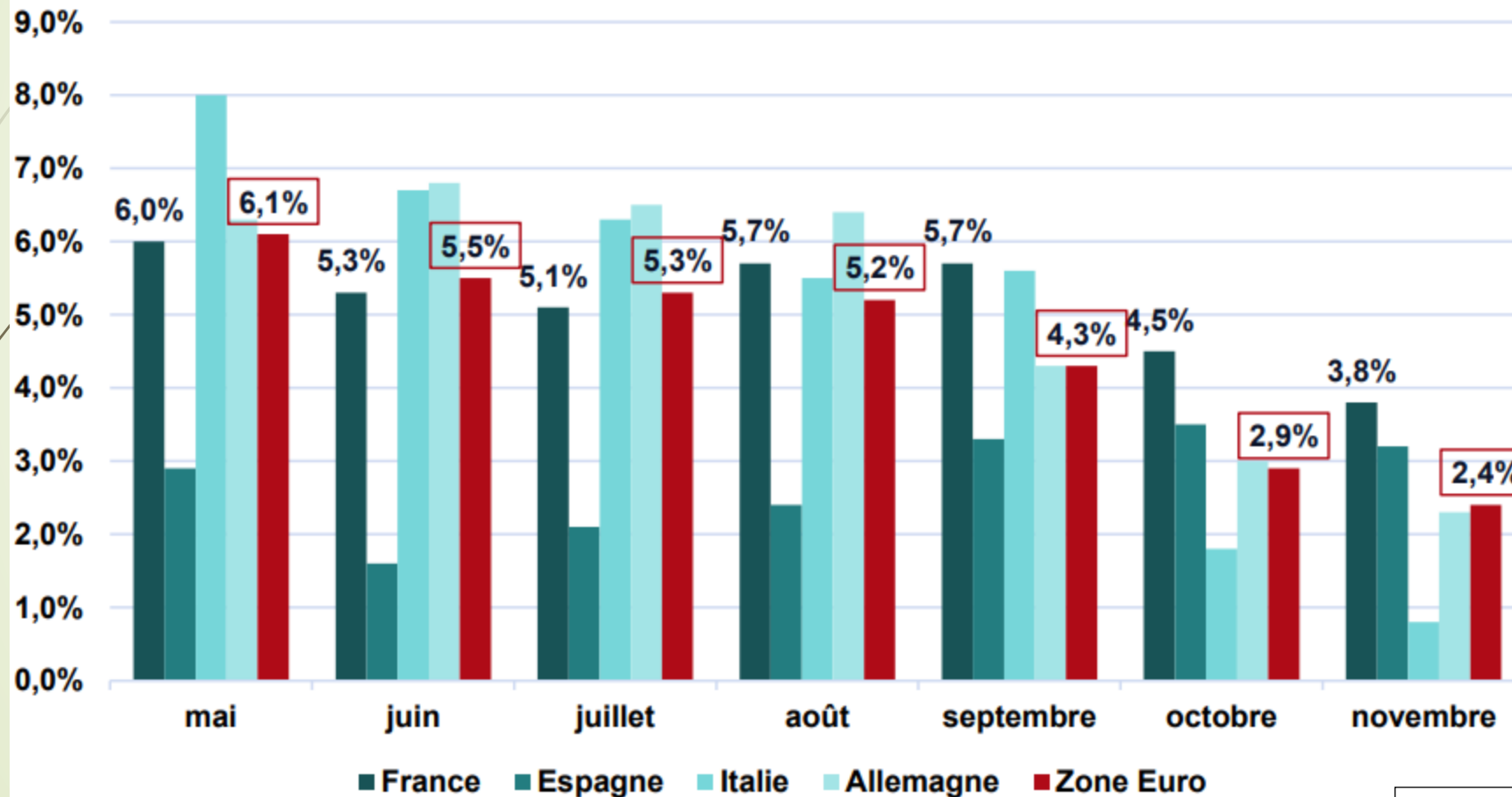
REYRIEUX

# Données macro- économiques zone euro



21

## Evolution de l'inflation dans les principaux pays européens



Source : Eurostat

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données macro- économiques de la France



22

**La croissance est plus résiliente qu'attendu, le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre**

Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022 (+2,6 % après +6,8 % en 2021), la **croissance en 2023 sera légèrement sous 1%**. Cette faible performance cache **rebond de la consommation alimentaire** qui repart à la hausse après huit trimestres consécutifs de baisse. L'autre bonne nouvelle concerne la **bonne tenue des dépenses d'investissement des entreprises**. **L'investissement des ménages** a quant à lui poursuivi son **repli**. A l'inverse, le **commerce extérieur contribue négativement** à la croissance

En 2022, impact de la forte accélération des prix de l'énergie limité par la mise en place d'un bouclier énergétique => l'inflation globale annuelle s'établie à +5,9%, parmi les plus faibles de l'Union Européenne.

En **2023**, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité ont entraîné un **pic de l'IPCH global à +7,3% sur un an en février 2023**.

Depuis, un processus de désinflation est engagé en France, l'inflation **IPCH** s'est installée sur une **tendance baissière clôturant l'année à 4 %**.

Les tensions au Moyen-Orient et autres incertitudes comme la hausse du prix du pétrole, pourrait constituer un **risque haussier sur l'inflation**, notamment énergétique.

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX



# Données macro- économiques de la France



23

## Les perspectives d'emploi restent favorables

La hausse de l'emploi a été plus modérée en 2022 avec la création d'environ 443 000 emplois +1,5% après +3,9% en 2021.

En **2023**, l'**évolution** du marché du travail **reste favorable**. L'emploi dépasse de 4,8 % son niveau d'avant la crise sanitaire, fin 2019, soit **plus de 1,2 million d'emplois supplémentaires**, dont un tiers en contrats d'alternance.

le **taux de chômage** était de **7,4% au T3 de 2023**.

Le **taux d'activité des 15-64 ans** s'est légèrement replié à **73,8%**

A horizon **2024**, le ralentissement de la croissance économique ainsi que la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises devraient contribuer à un **ralentissement de l'emploi**.

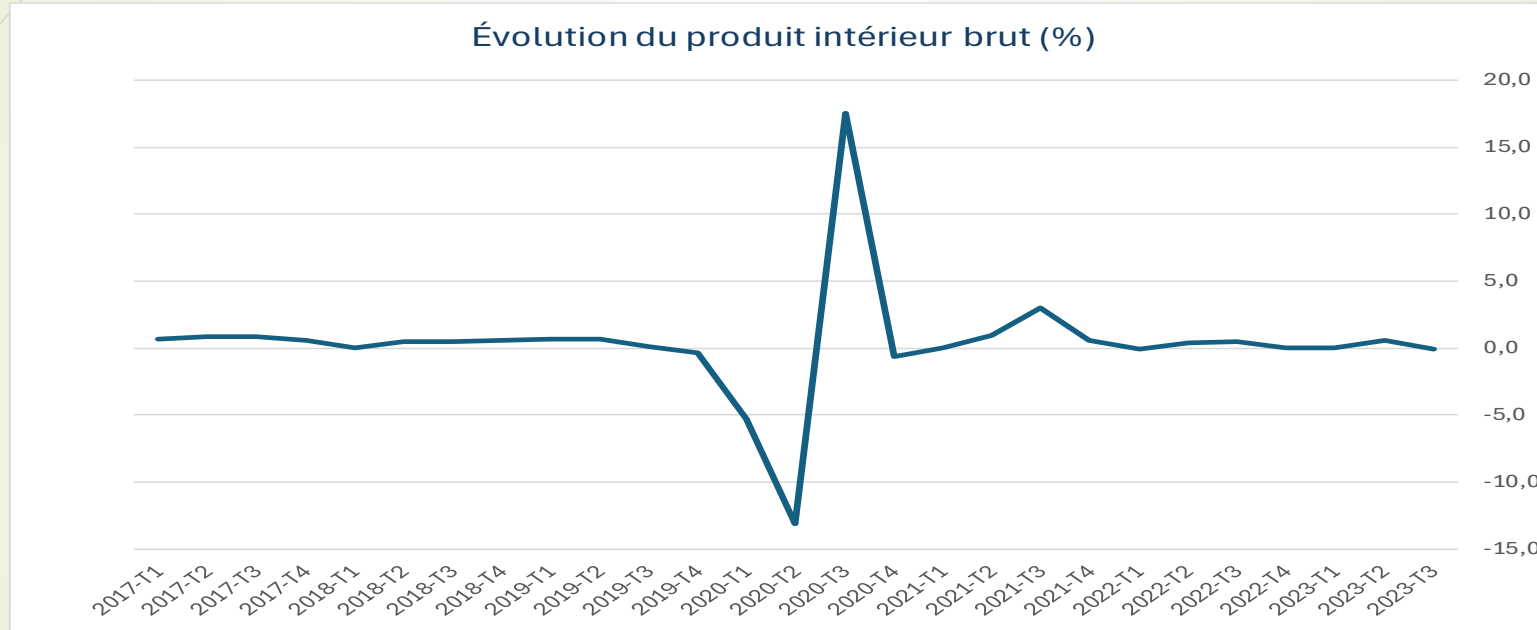


# Données macro-économiques de la France



24

**La croissance est plus résiliente qu'attendu**



Croissance en %, moyenne annuelle	Points clés de la projection France							
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2025
PIB réel	1,9	-7,7	6,4	2,5	0,8*	0,9	1,3	1,6
IPCH	1,3	0,5	2,1	5,9	5,7	2,5	1,8	1,7
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,4	4	2,8	2,2	1,9
Pouvoir d'achat par habitant	2,2	0	2,3	-0,1	0,7	0,8	0,5	0,7
Taux de chômage	8,5	8	7,9	7,3	7,3	7,6	7,8	7,6

\* : chiffres issus des comptes trimestriels du 30 Novembre 2023

Source : Banque de France ; 19 Décembre 2023

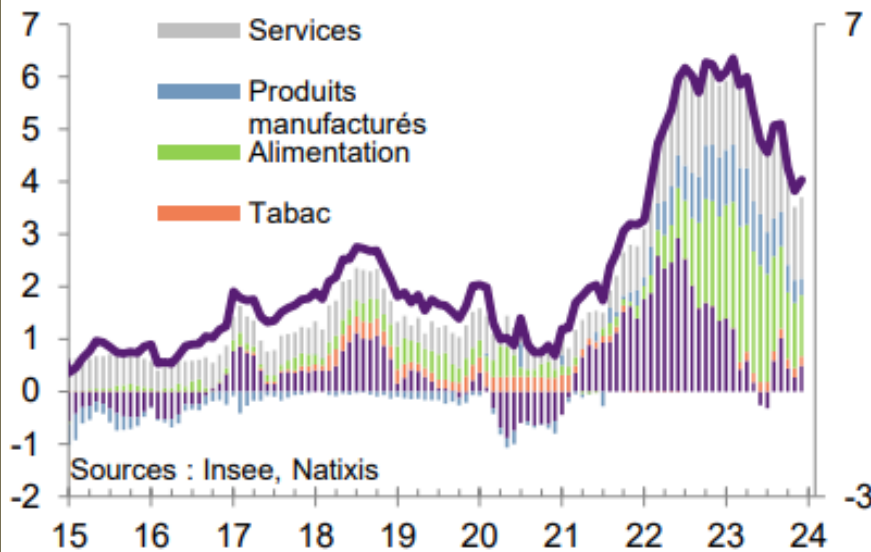
Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données macro- économiques de la France



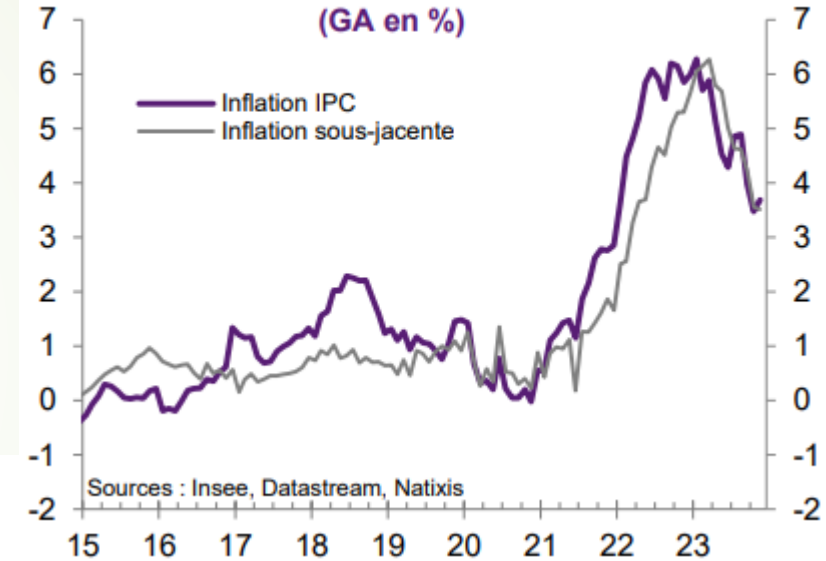
25

France : Inflation et ses composantes  
(en % et en point de pourcentage)

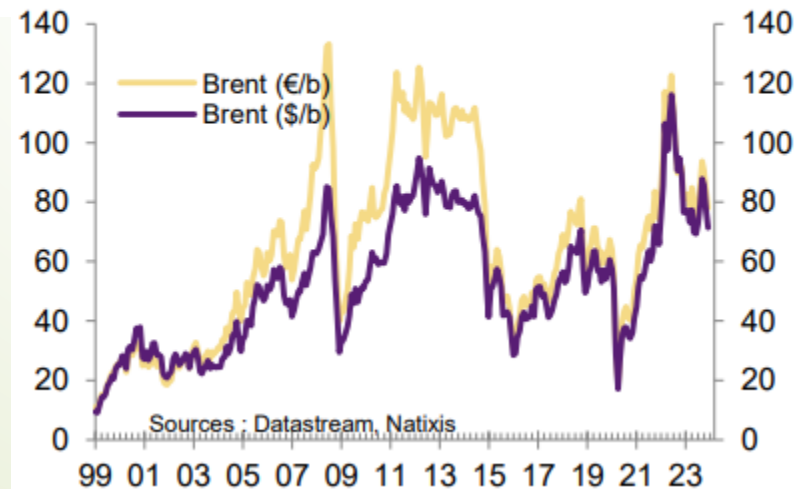


**le ralentissement de l'inflation  
devrait se poursuivre**

France : Indice des prix à la  
consommation  
(GA en %)



Pétrole Prix du baril de Brent



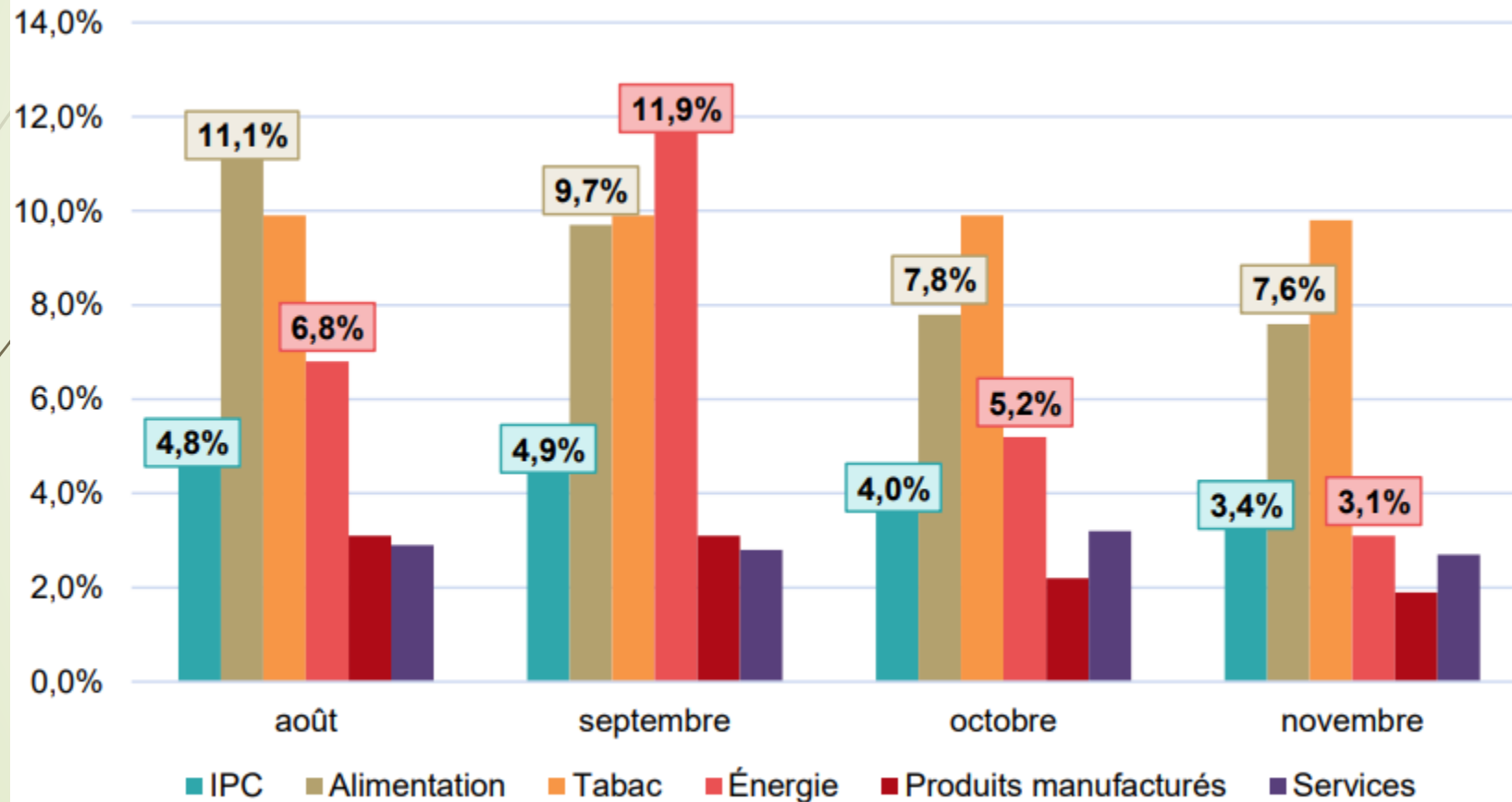
Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données macro-économiques de la France



26

## France : évolution des postes contribuant à l'inflation



Sources : INSEE

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

signature  
**REYRIEUX**

# Données macro- économiques de la France



27

## Taux actuels du marché

### A taux fixe

		Propositions bancaires : TAUX FIXE (marges incluses)								
BAROMETRE ORFEOR		Rating emprunteur	15 ans		20 ans		25 ans		30 ans	
		Très bon	3,92%	↓	4,05%	↓	4,06%	↓	4,09%	↓
		Moyen	4,15%	↓	4,18%	↓	4,27%	↓	4,32%	↓
		Dégradé	4,25%	↓	4,30%	↓	4,32%	↓	4,50%	↓

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

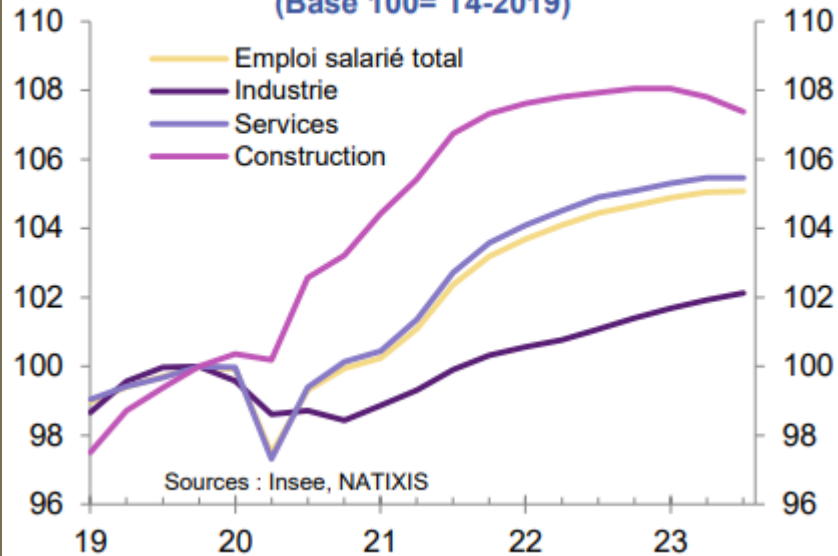


# Données macro-économiques de la France



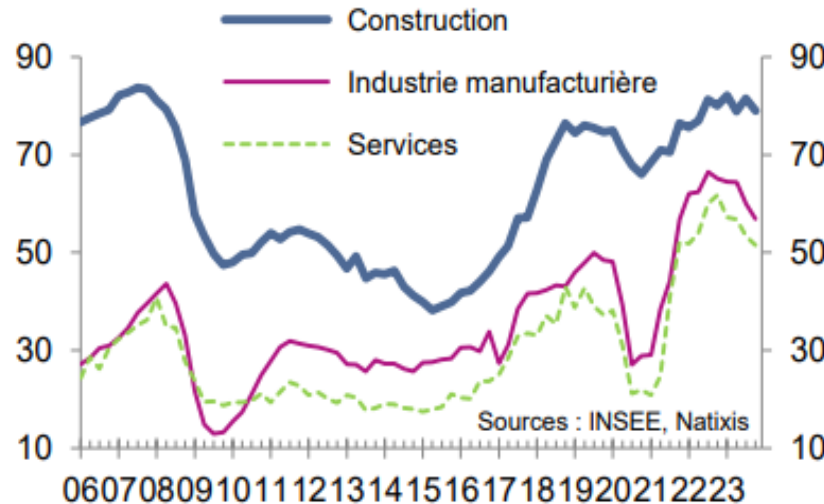
28

France : évolution de l'emploi par secteur  
(Base 100= T4-2019)

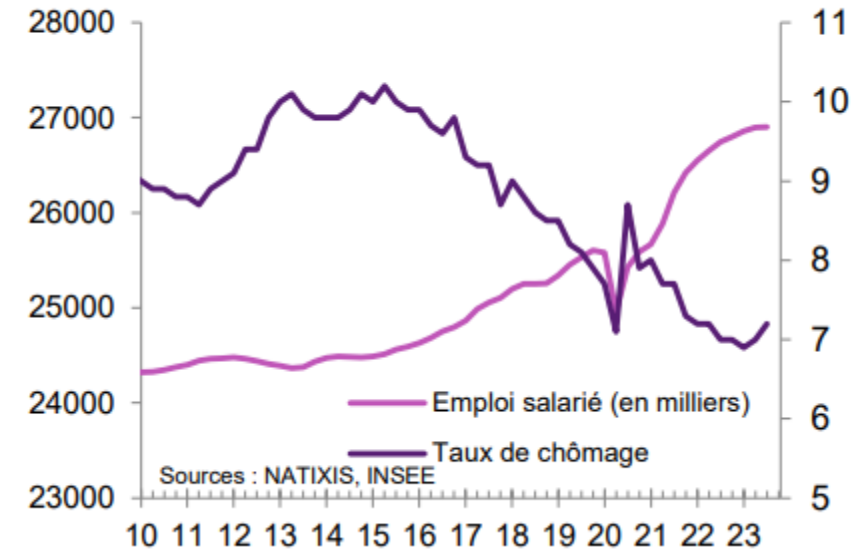


**Les perspectives d'emploi restent favorables**

France : difficultés de recrutement  
(% d'entreprises)



Emploi salarié & taux de chômage



Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



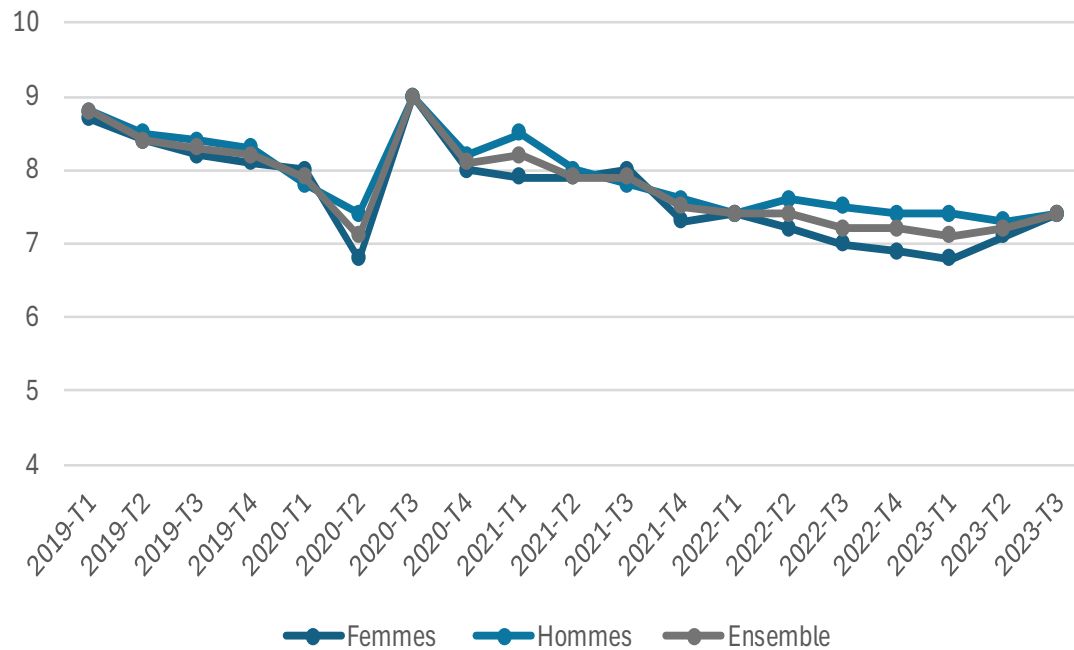
# Données macro-économiques de la France



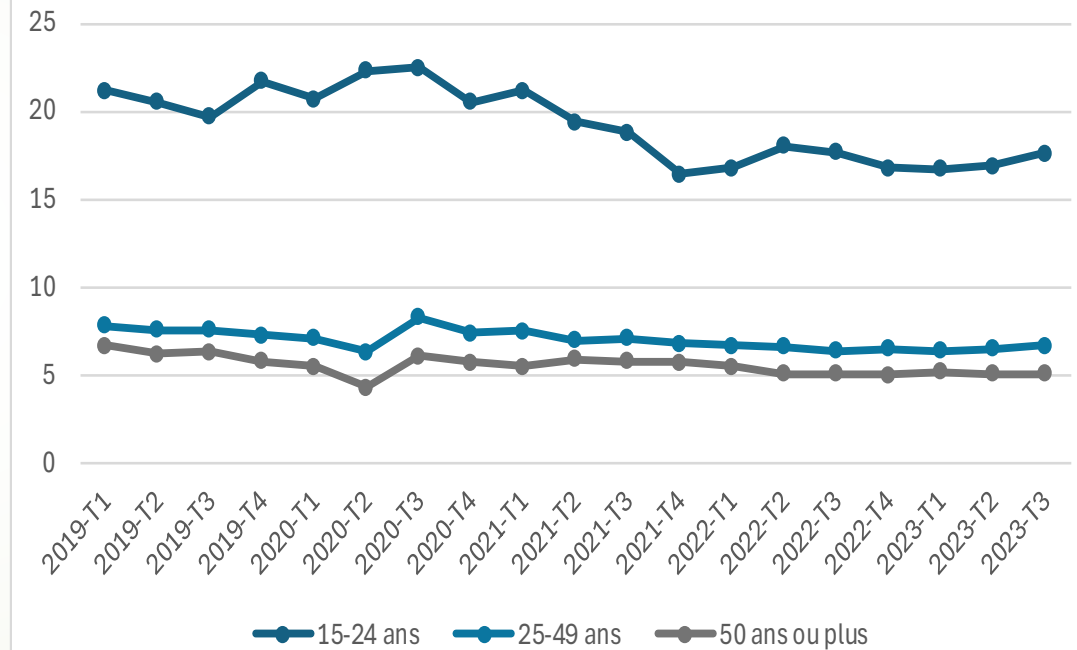
29

## Les perspectives d'emploi restent favorables

### Taux de chômage selon le sexe (%)



### Taux de chômage selon l'âge (%)



Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Données macro- économiques de la France



30

## Le rétablissement des finances publiques sera lent

**2022, déficit public = -4,7%** du PIB contre **-3,1% en 2019**, en raison des mesures de lutte contre l'inflation.

**2023**, fin des mesures liées aux crises sanitaire et énergétique => **déficit public à -4,9%**

**2024**, fin du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, hausse des salaires des fonctionnaires et le financement de la transition énergétique => **déficit public à -4,4%** du PIB et **- 2,7% à horizon 2027**.

Après un record sans précédent à **114,6% en 2020**, le **ratio dette/PIB a baissé à 111,8% en 2022**. Le gouvernement prévoit une **réduction** en **2025** pour atteindre **108,1% en 2027**, bien **en deçà des attentes de la Commission européenne** et **plus lente** que celle des autres grands pays de la zone euro.

De **nouvelles coupes budgétaires structurelles sont à prévoir** pour une réduction significative du déficit public à long terme et pour le rétablissement du ratio dette/PIB sur une trajectoire soutenable, d'autant plus que la **charge de la dette restera élevée sous le double effet de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation de son encours**

# Données macro-économiques de la France

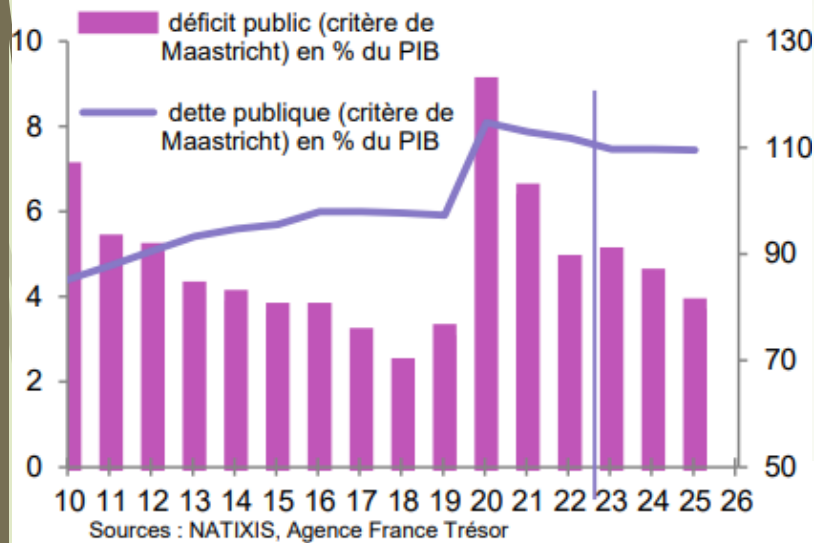


31

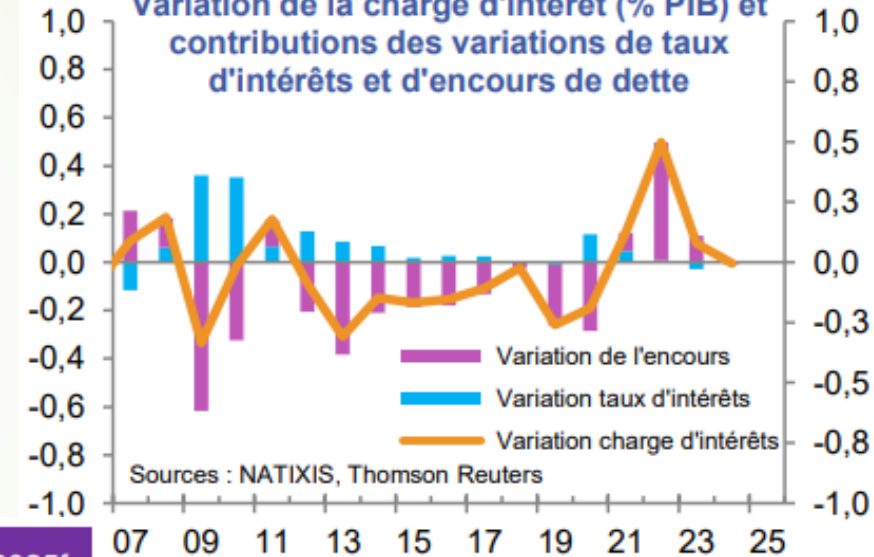
**Le rétablissement des finances publiques sera lent**

**Dettes et déficits publics (% PIB)**

Prévisions du gouvernement



**Variation de la charge d'intérêt (% PIB) et contributions des variations de taux d'intérêts et d'encours de dette**



Prévisions du gouvernement		2022	2023f	2024f	2025f
Croissance du PIB réel	%, GA	2,5	0,9	1,2	1,5
Déficit public	% PIB	-4,7	-4,9	-4,4	-3,7
Recettes publiques	% PIB	53,5	51,0	50,9	51,3
Dépenses publiques	% PIB	58,2	55,9	55,3	55,0
Dette publique	% PIB	111,8	109,7	109,7	109,6
Prélèvements obligatoires	% PIB	45,4	44,0	44,1	44,4

Accusé de réception en préfecture  
 001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
 Date de télétransmission : 22/03/2024  
 Date de réception préfecture : 22/03/2024



32

# Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (LPFP) Loi de finances 2024 (LFI)

*Publiées au journal officiel le 30 décembre 2023.*

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Signature  
**REYRIEUX**



# Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (LPFP)



**Son objectif** est de calibrer le retour de la France dans les clous européens de déficit et d'endettement. Cette trajectoire vise un **retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027**.

La **transition écologique** s'impose dans les lois de finances successives. Une série d'amendements rend obligatoire (hors petites communes) une logique de **budget vert**.

La **dette verte** apparaît elle-aussi dans le texte.

En effet, il faut financer ces transitions, alors que les **tensions sur les ressources** ( les dotations mais aussi la fiscalité comme la DMTO), **sur les charges** (point d'indice, énergie...) et sur les **taux d'intérêts** limitent le recours à l'emprunt et pèsent sur l'autofinancement



**Il faut s'attendre à une sollicitation accrue des collectivités locales**

# Loi de finances 2024 (LFI)



34

En Mds € - A périmètre courant				LFI 2024 : 105,2 (LFI 2023 : 103,8)	
Fiscalité transférée	38,7 (38,3)	Financement de la formation professionnelle	0,8 (0,8)		
<b>Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage</b>				<b>2024 : 68,2 (2023 : 67,2)</b>	
Subventions autres ministères	6 (6)	Dégrèvements législatifs	4,3 (4,6)	Amendes de police	0,6 (0,6)
				Fonds vert	2,5 (2)
<b>Concours financiers de l'État aux collectivités locales</b>				<b>2024 : 54,2 (2023 : 53)</b>	
Prélèvements sur recettes dont	45 (45,6)	Mission RCT dont	4,3 (4,3)	TVA des régions	5,4 (5,1)
DGF	27,2	DGD	1,406		
FCTVA	7,1	DETR	1,046		
DCRTP	2,8	DSIL Communes et groupements	0,570		
Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels	4	DSI Départements	0,212		
Dotation régionale d'équipement scolaire	0,661	DPV	0,150		
Comp. exonérations fiscales	0,664	Comp. régions frais de gestion TH	0,293		

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Signature  
**REYRIEUX**

# Loi de finances 2024 (LFI)



35

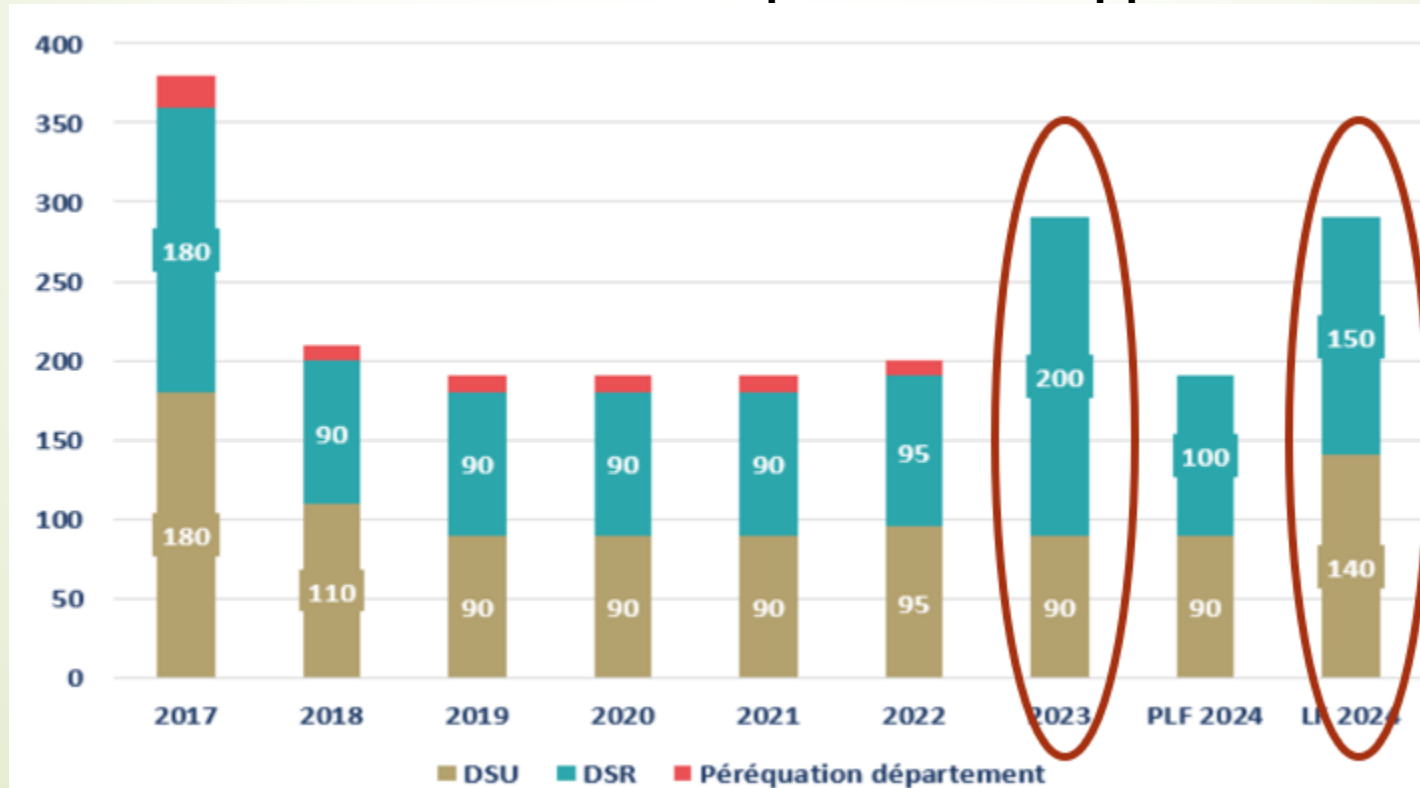
Une DGF en légère hausse, centrée sur la péréquation : 27,2 Mds €.

## Abondements modifiés aux dotations

L'enveloppe passe de **26,9 Mds € en 2023** à **27,2 Mds € en 2024**.

Les **320 M€ supplémentaires** ont pour objet de financer la **hausse de la péréquation verticale des communes** pour **290 M€** (abondement de la **DSU** à **140 M€** (contre 90M€ en 2023) et de la **DSR** à **150 M€** (contre 200 M€ en 2023). ) et d'abonder à hauteur de **30 M€** la **Dotation d'Intercommunalité (DI)** des EPCI.

Pour 2024, le Gouvernement **reconduit la suspension de l'application de l'écrêtement**.



Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Loi de finances 2024 (LFI)



36

**DSR Cible : modification du critère « revenu par habitant »**

FRACTION	ELIGIBILITE
Fraction Bourg Centre	Communes < 10 000 hab. _Chefs lieu de canton _Population > 15% de la population du canton _Bureaux centralisateurs
Fraction Péréquation	Communes < 10 000 hab. _Potentiel financier/hab < PFM/hab des communes de la même strate démographique
Fraction Cible	10 000 premières communes de moins de 10 000 habitants éligibles à au moins l'une des 2 fractions classées selon un IS prenant en compte le potentiel financier moyen (70%) et le revenu moyen par habitant (30%) <b>Calcul revenu moyen sur les 3 derniers exercices</b>

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



# Loi de finances 2024 (LFI)

37



## Dotation d'intercommunalité des EPCI

Loi de Finances 2024 n'apporte **aucune modification au calcul** de la Dotation d'intercommunalité des EPCI.

**Abondement de 90 M€**: la dotation passe de **1,683 Mds € à 1,713 Mds €**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

# Loi de finances 2024 (LFI)



38

## Les mesures relatives au FPIC

L'enveloppe globale du FPIC est **maintenue à 1 milliard d'euros**.

Modifications peuvent occasionner une variation du montant du FPIC :

- Des transferts de compétences (impactant le CIF)
- L'évolution de la population DGF
- L'évolution de la carte intercommunale au niveau national

Les variations individuelles pourraient être amplifiées cette année par la réforme des potentiels financiers, utilisés pour la répartition du FPIC.

Le **bloc communal se verra mis à contribution** via sa DCRTP et le FDPTP, tout comme pour les Départements via leur DCRTP.

### Répartition 2024 de l'écrêtement des variables d'ajustement :

Variable d'ajustement	Baisse de l'enveloppe (M€)
FDPTP	-13 M€
DCRTP département	-20 M€
DCRTP Région	-
DCRTP Bloc Communal	-14 M€
Dot. Carré Département	-
Dot. Carré Région	-
<b>TOTAL</b>	<b>-47 M€</b>

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

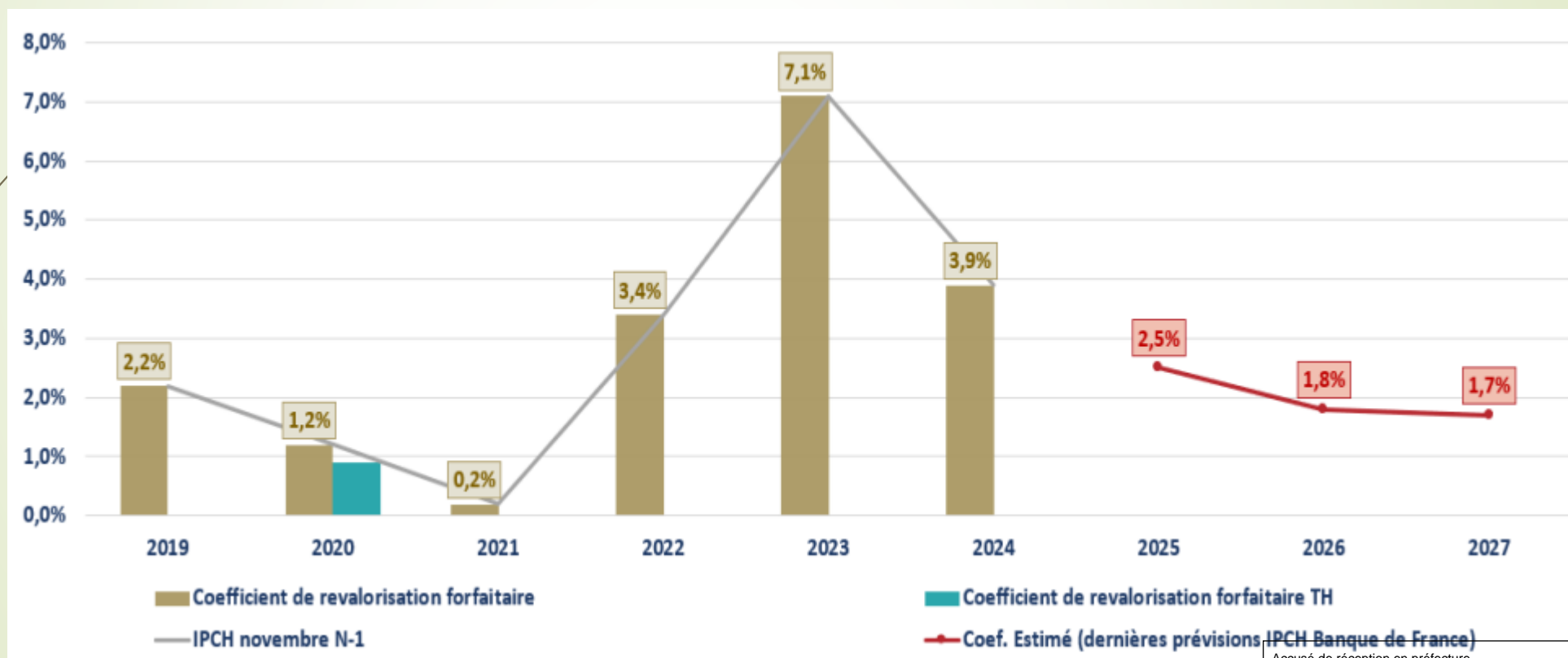
# Loi de finances 2024 (LFI)



39

## Revalorisation forfaitaire des bases fiscales

L'IPCH de novembre 2023 est ressorti sur un an à **+3.9%**, c'est ce coefficient de **revalorisation forfaitaire des bases fiscales** qui s'appliquera pour l'année 2024



Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Loi de finances 2024 (LFI)



40

## Retour sur la suppression de la CVAE

La LF 2023 proposait de procéder à la suppression de la CVAE en deux fois : diminuée de moitié en 2023 pour les entreprises et, en 2024, ces entreprises n'en payaient plus.

Dans la LF 2024 la suppression pour les entreprises s'étalera de 2024 à 2027. Le calendrier reste inchangé pour les collectivités.

	2023	2024 à 2027
ENTREPRISES	Taux CVAE réduit de moitié	Suppression progressive de la CVAE
COLLECTIVITE	Dès 2023, perte de la CVAE et compensations des exonérations de CVAE	

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



# Loi de finances 2024 (LFI)



41

## Transition écologique et fonds vert

**Une enveloppe supplémentaire de 7 milliards € est décidée dans la LFI 2024.**

Elle couvre tous les secteurs d'activité et acteurs afin de soutenir les **principaux leviers de planification écologique** :

- la **rénovation des bâtiments et logements** : + 0,8 milliard €
- la **décarbonation des mobilités** : + 1,4 milliard €
- la **préservation des ressources** : + 1,2 milliard €
- la **transition énergétique** : + 1,1 milliard €
- la **compétitivité verte** : + 1,7 milliard €
- le **fonds vert** en faveur des collectivités, avec le verdissement des dotations de soutien à l'investissement local pour les inciter à orienter leurs investissements en faveur de la planification écologique: +0,5 milliard € ramenés à + 0,1 milliard €

# Loi de finances 2024 (LFI)



42

## Dotations d'investissement

Des enveloppes **maintenues à un niveau historiquement élevé** pour les quatre principales dotations d'investissement

	2024
DSIL	570 M€ + 111M€ de DSIL exceptionnelle
DETR	1,046 Mds€
DPV	150 M€
DSID	212 M€

De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, l'État renforce le verdissement de ces dotations. Engagé lors de la LFI pour 2023, Ainsi, la part consacrée à la **transition écologique atteindra 0,5 milliard € en 2024, soit 25 % de ces dotations** (DETR, DSIL et DSID).

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Loi de finances 2024 (LFI)



43

## Les autres mesures de l'État à destination des collectivités locales

- Dotation particulière élu local (DPEL) : augmentation de **15 M€**, et suppression du critère de potentiel fiscal
- Une **dotation de 5 millions €** pour le plan national contre les **violences aux élus**
- Fonds de **soutien au développement des activités périscolaires**: maintien du fonds pour les communes restées à une **semaine de 4 jours et demi**
- Dotation pour les **titres sécurisés 100 M€** (contre 52,4 M€ en 2023)
- **Budgets « verts »** dans les communes de **plus de 3 500 habitants: nouvelle annexe CA/CFU et nouvelle annexe dette « verte »**. Concernent les dépenses d'investissement et contributions positives ou négatives aux objectifs de transition écologique définis par l'Union européenne. Les modalités d'application seront précisées par décret.
- Maintien du **bouclier tarifaire et de l'amortisseur électricité** mais relèvement du seuil à 250 €/MWh, contre 180 € en 2023 . **Suppression du filet de sécurité**
- Hausse du **FCTVA** de **+364 M€** par rapport à 2023 et **extension du périmètre d'éligibilité aux aménagements de terrain**.
- Enveloppe complémentaire pour le plan **France ruralités (+69,5 M€)** ainsi que pour les espaces **France services (+55,7 M€)**.
- La poursuite, du nouveau programme national de renouvellement urbain avec une enveloppe de **50 M€, pour la transformation de plus de 450 quartiers prioritaires de la ville**.
- Dotation de subventions exceptionnelles pour soutenir les **communes en difficulté** est reconduite au même niveau que 2023, soit **10 M€**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX



44

# Débat d'Orientation Budgétaire

## Situation financière à fin 2023

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX



# Rappel des 4 principaux indicateurs d'alerte

RAPPEL

## TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

**Définition de l'épargne brute :** elle se calcule comme la différence entre l'épargne de gestion (RRF – DRF) et les intérêts de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à supporter le remboursement en capital de la dette et sa possibilité de financement, et éventuellement d'investir.

**Définition du taux d'épargne brute :** Il s'agit de l'épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement



**Critique si < 10% RRF**  
**Conseillé > 20% RRF**

## TAUX EPARGNE NETTE

**Définition :** elle se calcule comme la différence entre l'épargne brute et le remboursement en capital de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à réaliser des investissements avec son autofinancement et sans avoir recours à l'emprunt



**Critique si < 0**  
**Conseillé > 10% RRF**

## CAPDES

**Définition de la capacité de désendettement :** Elle se calcule en divisant l'encours de dette d'une collectivité par son épargne brute.

Elle permet de déterminer le nombre total d'années nécessaires pour rembourser le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre toute son épargne brute.



**Critique si > 10 ans**  
**Conseillé entre 5 et 8 ans**

## TAUX REMBTS / CAF brute

**Définition :** Elle se calcule en divisant les remboursements en capital par l'épargne brute.

Elle permet de déterminer la part de l'épargne consacrée au remboursement des emprunt



**Critique si > 100%**  
**Conseillé < 50-60%**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Signature  
**REYRIEUX**

# Débat d'Orientation Budgétaire Compte Administratif provisoire 2023

# Compte Administratif 2023 provisoire

47

## Section fonctionnement

Chapitres	LIBELLES CHAPITRES	CA 2023	CA 2022	Ecart CA 2023/ CA 2022	%Ev CA 2023/CA 2022
<b>TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>					
13	Atténuations de charges	33 488	7 679	25 809	336,1%
70	Produits et services	349 424	142 146	207 278	145,8%
73	Impôts et taxes	4 371 643	4 605 229	- 233 586	-5,1%
74	Dotation et participations globale de fonctionnement	484 793	511 010	- 26 217	-5,1%
75	Autres produits de gestion courante	86 243	103 253	- 17 010	-16,5%
	<b>Total recettes gestion courante</b>	<b>5 325 590</b>	<b>5 369 317</b>	- 43 727	-0,8%
77	Produits exceptionnels	104 996	31 155	73 841	237,0%
	<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>5 430 586</b>	<b>5 400 471</b>	<b>30 115</b>	<b>0,6%</b>
2	Résultat de fct reporté ou anticipé	1 641 808	982 857	658 951	67,0%
	<b>Total recettes de fonctionnement cumulées</b>	<b>7 072 573</b>	<b>6 383 507</b>	<b>689 066</b>	<b>10,8%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
11	Achats et charges à caractère général	1 242 729	990 883	251 846	25,4%
12	Charges de personnel	2 015 779	1 938 585	77 195	4,0%
65	Autres charges de gestion courantes	568 516	512 050	56 466	11,0%
14	Atténuation de produit	84 672	115 605	- 30 933	-26,8%
	<b>Total dépenses de gestion courante</b>	<b>3 911 696</b>	<b>3 557 122</b>	<b>354 574</b>	<b>10,0%</b>
66	Charges financières	55 598	63 470	- 7 872	-12,4%
67	Charges exceptionnelles	1 510	99	1 411	1419,3%
22	Dépenses imprévues	-	-	-	-
	<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>3 968 804</b>	<b>3 620 692</b>	<b>348 112</b>	<b>9,6%</b>
42	Opérations d'ordre (amortissement, cession immos)	121 976	94 593	27 382	28,9%
	<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 090 780</b>	<b>3 715 285</b>	<b>375 495</b>	<b>10,1%</b>

Recettes resto  
scolaire  
+171K€ et  
Galet + 30 K€

Ecart DMT0  
-373 K€

Ecart Gaz  
+ 97 K€,  
entretiens  
divers + 50K€  
Alimentation  
resto scolaire  
+ 50 K€

+4% K€ dont  
augmentatio  
ns indice et  
resto scolaire

Dont  
subventions  
assos + 60K€  
(périscolaire)

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-01  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

IRE

# Compte Administratif 2023 provisoire

## Section investissement

48

Chapitres	LIBELLES CHAPITRES	CA 2023	CA 2022	Ecart CA 2023/ CA 2022	%Ev CA 2023/CA 2022
<b>TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT</b>					
13	Subventions d'investissements	279 636	383 688	- 104 053	-27%
	<b>Total recettes d'équipement</b>	<b>279 636</b>	<b>383 688</b>	- 104 053	-27%
10	Dotations , fonds divers et réserves	1 520 348	320 502	1 199 846	374%
####	Excédents de fonctionnement capitalisé	1 026 413	1 245 223	- 218 810	-18%
24	Produits de cessions d'immobilisation	-	-	-	
	<b>Total recettes financières</b>	<b>2 546 761</b>	<b>1 566 575</b>	980 186	63%
	<b>Total recettes réelles d'investissement</b>	<b>2 826 397</b>	<b>1 950 263</b>	876 133	45%
21	Virement de la section fonctionnement	-	-	-	
40	Ordres transfert entre sections (amortissements immos)	122 976	94 593	28 382	30%
	<b>Total recettes d'investissement cumulées</b>	<b>2 949 373</b>	<b>2 044 857</b>	904 516	44%
	<b>Reste à réaliser</b>	<b>71 887</b>	<b>110 000</b>	- 38 113	-35%
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>					
0-21-23	<b>Total dépenses d'équipements</b>	<b>1 320 467</b>	<b>1 232 228</b>	88 239	7,2%
####	Remboursements d'emprunts et dettes (capital)	586 930	590 930	- 4 000	-0,7%
165	Dépôts et cautionnements	850	850	-	0,0%
20	Dépenses imprévues	-	-	-	
	<b>Total dépenses financières</b>	<b>587 780</b>	<b>591 949</b>	- 4 169	-0,7%
	<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 908 247</b>	<b>1 824 176</b>	84 070	4,6%
	<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 908 425</b>	<b>1 824 354</b>	84 070	4,6%
1	Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé	861 062	1 081 565	- 220 503	-20,4%
	<b>Total dépenses d'investissement cumulées</b>	<b>2 769 487</b>	<b>2 905 919</b>	- 136 432	-4,7%
	<b>Reste à réaliser</b>	<b>900 600</b>	<b>275 351</b>	625 249	227,1%

+ 71,9 K€ en  
RAR

Dont TA Lidl  
+ 1134 K€

+ 900,6 K€ en  
RAR

Remboursem  
ents capital  
emprunts

Accusé de réception en préfecture  
001-210103022-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX



# Compte Administratif 2023 provisoire

49

## Epargnes - résultats - ratios

Dont TA Lidl  
+ 1134 K€

EPARGNES et RATIOS	CA 2023	CA 2022	Ecart CA 2023/ CA 2022	%Ev CA 2023/CA 2022
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>1 413 894</b>	<b>1 812 194</b>	- 398 300	-22,0%
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>1 461 782</b>	<b>1 779 780</b>	- 317 998	-17,9%
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>874 853</b>	<b>1 188 850</b>	- 313 998	-26,4%
<b>TAUX EPARGNE BRUTE (yc except et hors amortissements)</b>	<b>27%</b>	<b>33%</b>	-6%	-18,3%
<b>% frais de personnel / DRF</b>	<b>51%</b>	<b>54%</b>	-3%	-5,1%

RESULTATS et RATIOS	CA 2023	CA 2022	Ecart CA 2023/ CA 2022	%Ev CA 2023/CA 2022
<b>RESULTAT D'EXERCICE</b>	<b>2 379 932</b>	<b>1 905 867</b>	474 065	25%
<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>2 331 965</b>	<b>1 641 808</b>	690 157	42%
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>3 160 678</b>	<b>1 807 159</b>	1 353 519	75%
<b>ANNUITES</b>	<b>642 527</b>	<b>654 399</b>	- 11 872	-1,8%
<b>ENCOURS de la DETTE au 31/12/N</b>	<b>2 104 282</b>	<b>2 691 211</b>	- 586 930	-21,8%
<b>CAPACITE DE DESENDETTEMENT ( 5-7ans - max 10 ans)</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	- 0	-4,8%
<b>PART REMBOURSEMENTS / EPARGNE BRUTE (50-60%)</b>	<b>40%</b>	<b>33%</b>	7%	20,9%

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Conclusion : situation financière de la commune fin 2023

50

En **2023** la situation financière de la commune **s'est dégradée légèrement** par rapport à 2022

Les causes : l'inflation et la hausse des taux d'intérêts qui génèrent un frein des transactions immobilières. On constate alors:

- Une **baisse des recettes réelles de fonctionnement** en grande partie due à une baisse importante de la **DMTO  $\approx -373,7$  K€ soit  $-61\%$**  ( $\approx 240$  K€ en 2023 vs 614 K€ en 2022)
- Une **augmentation importante des dépenses réelles de fonctionnement :  $+9,6\%$  soit  $\approx +348$  K€**
  - **$+25,4\%$**  des charges à caractère général soit  $\approx +251,8$  K€
    - **$+76\%$**  sur l'énergie (gaz) soit  $\approx +97,5$  K€
    - **$+162\%$**  d'alimentation pour le resto scolaire en année pleine soit  **$+81,8$  K€**
    - **$+18,3\%$**  Entretiens divers soit  **$+54,7$  K€**
  - **$+4\%$**  de frais de personnel (personnel du resto scolaire en année pleine et augmentation du point d'indice de  $3\%$  en juillet 2022 et  $1,5\%$  en juillet 2023...)



- Nous devrions dégager néanmoins une **épargne brute** d'environ  **$1,4$  M€** et une **épargne nette** de plus de  **$0,8$  M€** après remboursement des  **$587$  k€** du capital de la dette
- A cela il faut rajouter des **subventions d'équipements** de plus de  **$280$  K€**, la **taxe d'aménagement et le FCTVA** pour  **$390$  K€**



- Ceci nous a permis d'investir pour plus de  **$2,22$  M€** (y compris les RAR)



# Débat d'Orientation Budgétaire Rétro-prospective 2021-2028

# Prospective

- L'objectif de la prospective est d'appréhender la **capacité d'investissement** de la commune de Reyrieux **sur le mandat**
- Les principaux projets du mandat sont **répertoriés, priorisés, hiérarchisés, chiffrés**
- Les montants indiqués sont des **hypothèses ou des estimations**, il faut donc vérifier si elles se confirment et les **réajuster chaque année** en fonction du contexte rencontré
- **Attention: les retro-prospectives comparent des CA de 2021 à 2023 et des prévisions de 2024 à 2028**

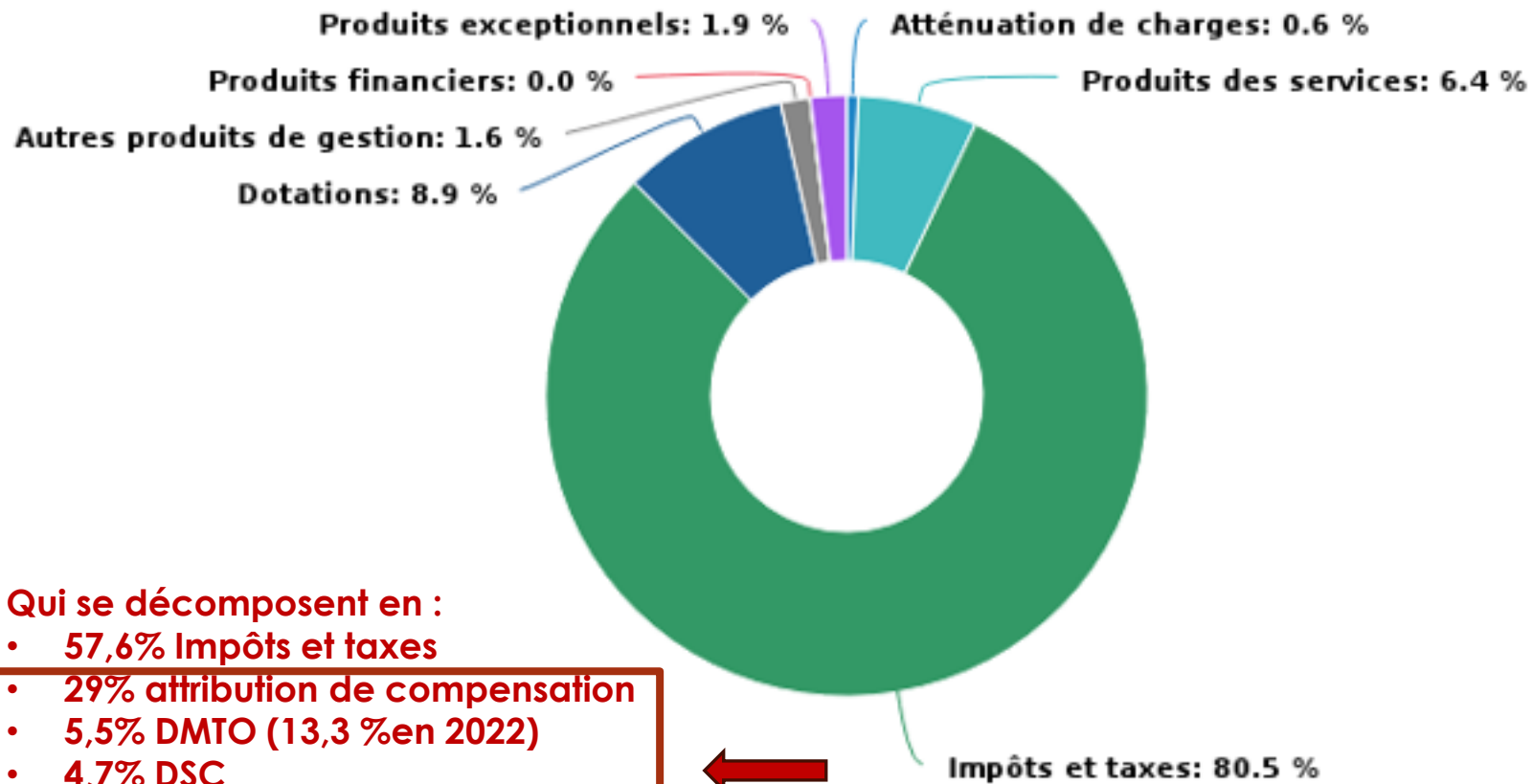


# Contexte à fin 2023 et hypothèses de la prospective 2024-2028

# Point sur structure recettes réelles de fonctionnement

54

## Structure des recettes réelles de fonctionnement



Qui se décompose en :

- 57,6% Impôts et taxes
- 29% attribution de compensation
- 5,5% DMTO (13,3 % en 2022)
- 4,7% DSC
- 3% Taxes électricité

Pas de maîtrise de la commune

La commune n'a la maîtrise que de 54% des recettes réelles de fct dont 46% avec les taxes foncières (soit ≈2,5 M€)

Incendie => perte  
de 470 K€ de TF en  
2021 compensés  
par  
l'augmentation du  
taux de TFB

# Point fiscalité

1326 K€ de  
perte de base  
de TFB liée à  
l'incendie de  
2021

		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Base nette TH	<	5 808 941	5 967 175	203 820	210 750	225 713	234 742	239 437	244 226
Base nette FB		8 023 901	8 267 066	6 948 738	7 184 995	7 695 130	8 002 935	8 162 994	8 326 254
Base nette FNB		90 663	90 855	91 791	94 912	101 651	105 717	107 831	109 988
Produit TH	<	849 267	872 401	29 798	30 812	32 999	34 319	35 006	35 706
Produit FB		1 245 309	1 283 049	2 246 214	2 330 062	2 511 109	2 620 349	2 677 154	2 735 095
Produit FNB		39 946	40 031	48 668	50 322	53 895	56 051	57 172	58 316
Produit fiscal		2 134 522	2 195 481	2 324 680	2 411 196	2 598 003	2 710 719	2 769 332	2 829 117

**Pas d'augmentation de la fiscalité prévue en 2024 ni 2025**

# Prospective 2024 – 2028

## Hypothèses générales projetées

### Hypothèses générales recettes de fct

-164 K€ en 2024 soit -3%/2023 puis +1% en 2025, +7,4% en 2026, +1% en 2027 et +5,8% en 2028

### Atténuation de charges :

35K€ en 2024 (agent en LM) puis 10 K€ ensuite

### Produits et services:

320K€ en 2024 puis + 6,3% en 2025 , + 0,1% ensuite

### Impôts et taxes:

**TF : pas de hausse des taux en 2024 et 2025** – Hausse des bases de 3,9% en 2024 mais 2% avec locaux industriels, +1% en 2025, +7,4 % en 2026 (hausse du taux de 15%), + 1% en 2027, +5,8% (dont + 300 K€ Lidl) en 2028

**DSC:** 200 K€ en 2024, 200 K€ les années suivantes

Taxes pylônes : 20K€ en 2024 puis +2,1% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8% en 2027, +1,7% en 2028

**TCFE :** 120 K€/an et stable ensuite

**DMTO :** 240 K€/an et stable (retournement du marché immobilier depuis 2023)

### Dotations et participations globales de fct

**Dotation forfaitaire :** 69 K€ en 2024, puis stable

**DSR :** 80K€ en 2024 puis +5,2% en 2025, +0,8% ensuite

**FCTVA :** entre 9 et 10 K€ /an

### Autres produits de gestion courante

41 K€ en 2024 puis +2,1% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8% en 2027, +1,7%

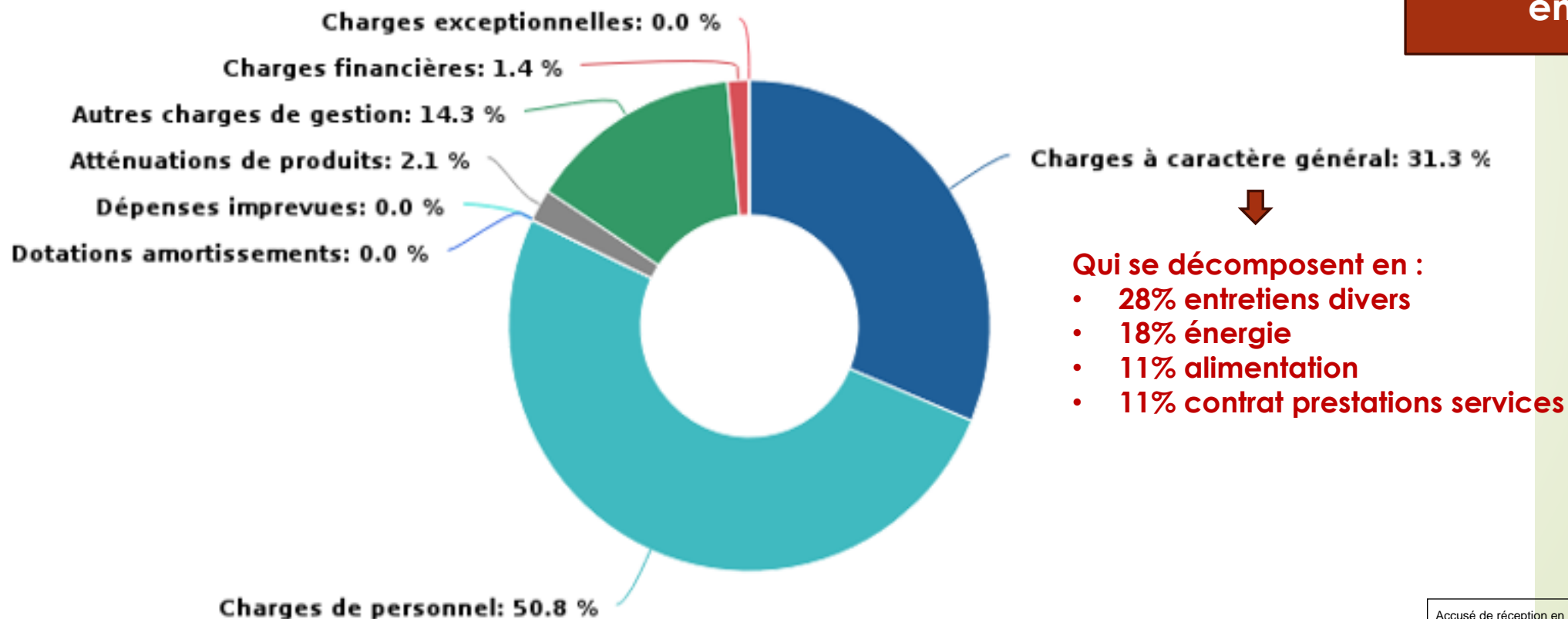


# Point sur structure dépenses réelles de fonctionnement

57

**54% de part de dépenses réelles de fonctionnement sont dites rigides en 2023**

## Structure des dépenses réelles de fonctionnement



# Evolution charges autres que frais de personnel

58

**+25,4% en 2023/2022**  
soit **+252,8K€** dont:  
+ 97 K€ de Gaz,  
+ 50K€ entretiens divers  
+ 50 K€ alimentation resto scolaire

**+26% en 2024/2023**  
soit **+323K€** dont:

100K€ de sécurité

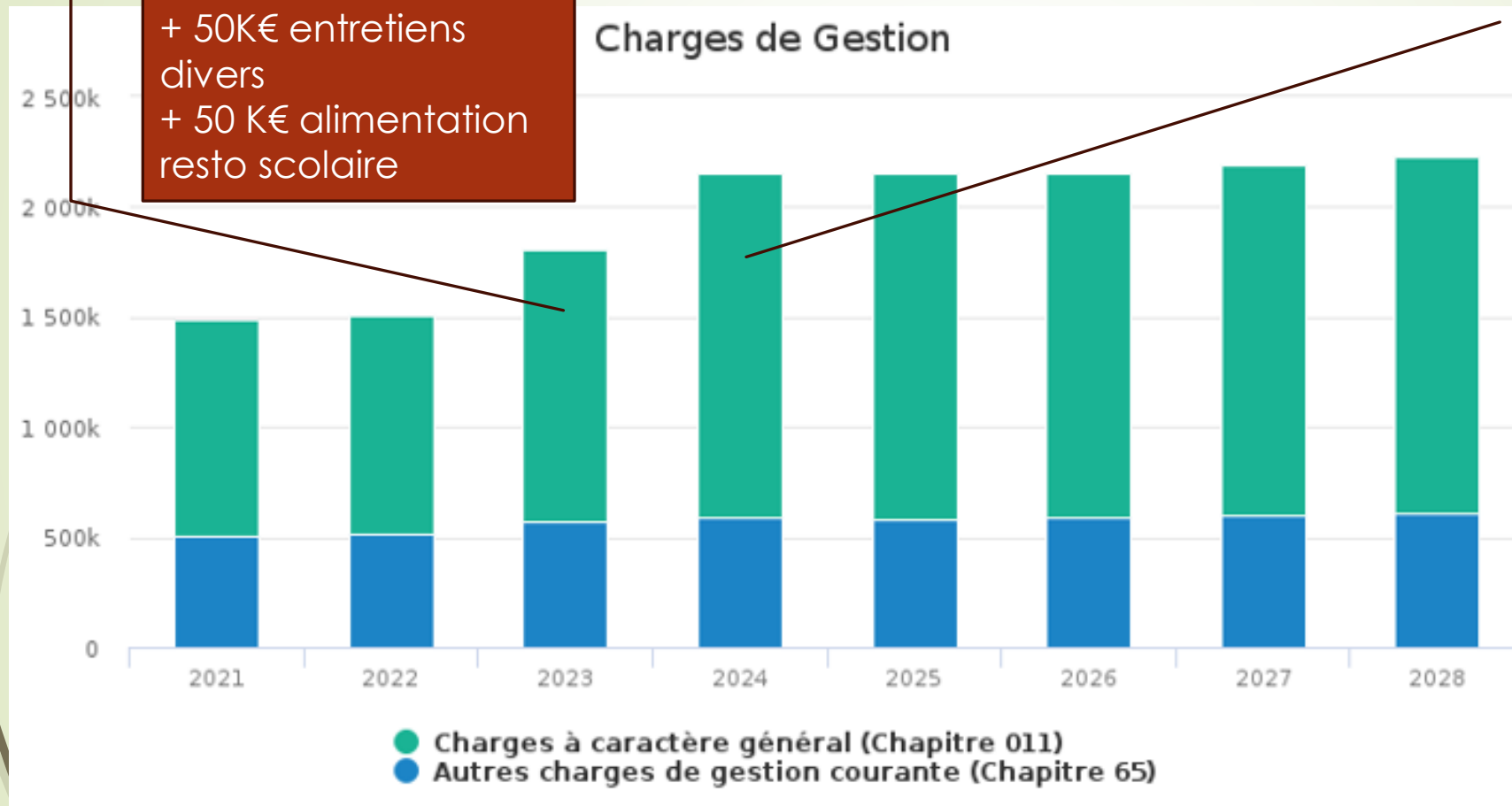
+94K€ pour énergies (+41,7%)

+ 20K€ presta service (Vidéoprotection)

+36K€ entretiens divers

+12,6K€ assurance multirisques

+14,7K€ honoraires PLU



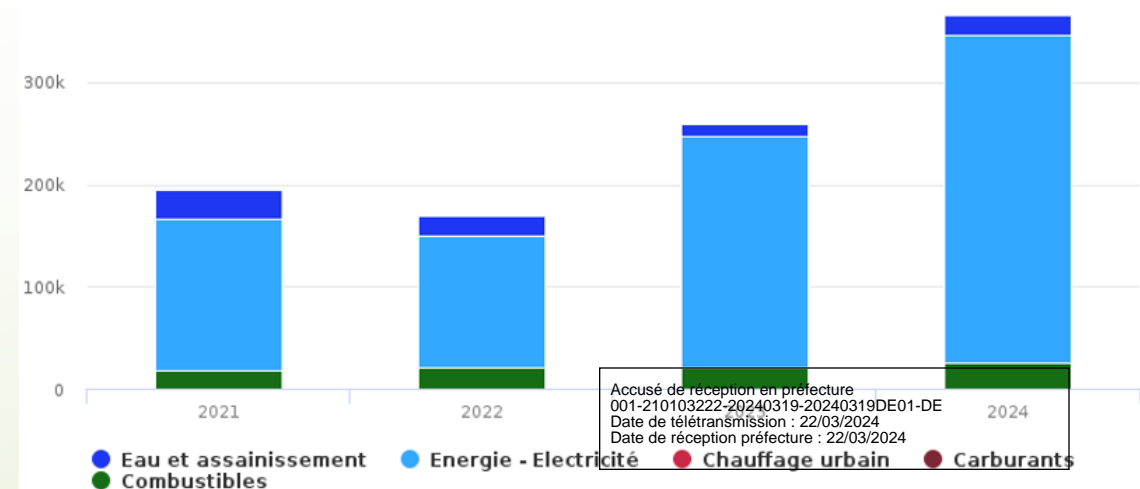
**Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Zoom sur dépenses de fluides

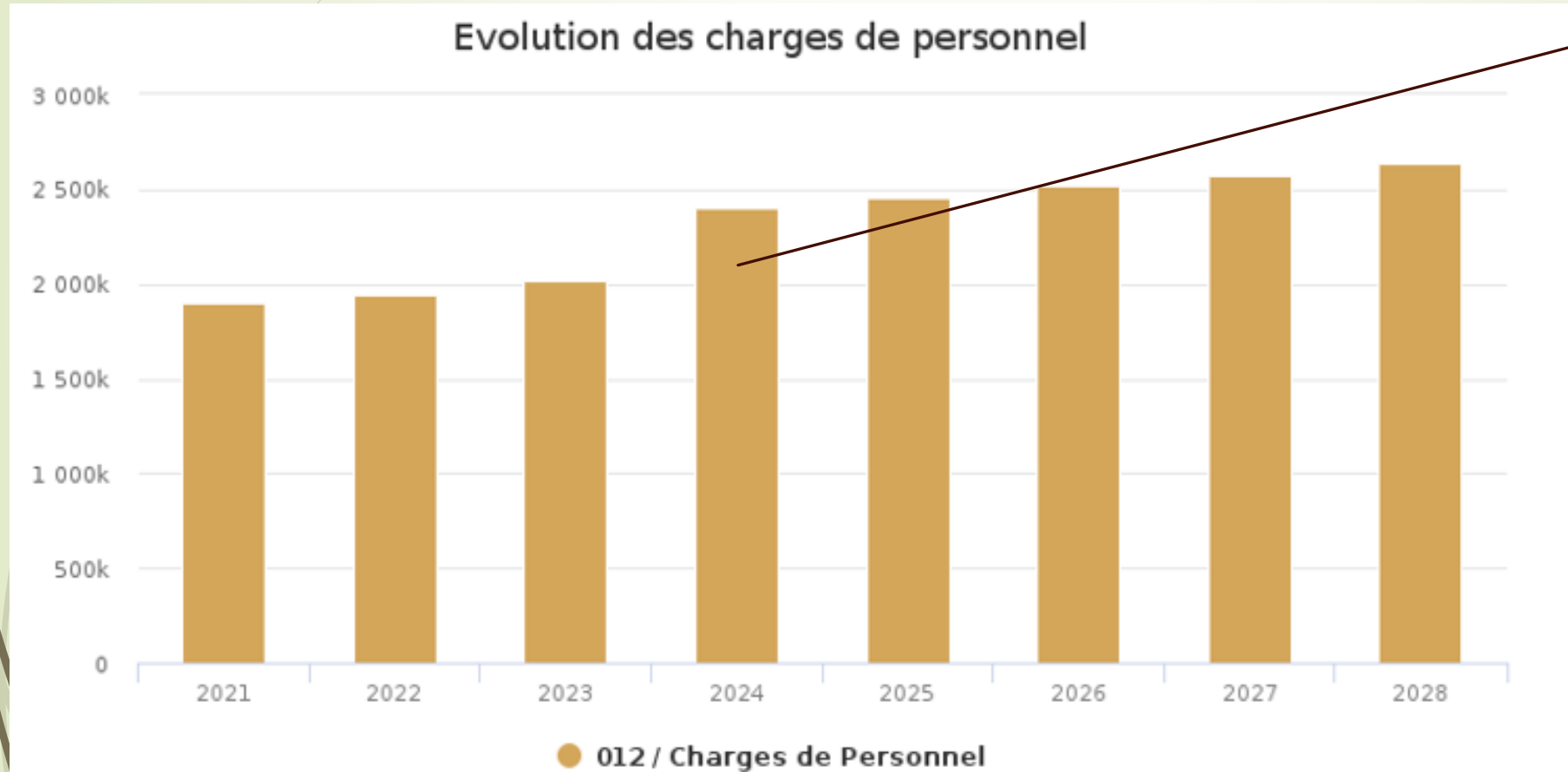
Année	2021 CA	2022 CA	2023 BP	2023 Réalisé	2024 BP	BP 2023 – BP 2024 %
Eau et assainissement	27 824 €	19 204 €	23 400 €	12 719 €	20 000 €	-14,53 %
Énergie – Électricité Chauffage urbain	149 021 €	129 060 €	350 000 €	226 516 €	321 000 €	-8,29 %
Carburants - Combustibles	17 367 €	20 695 €	30 300 €	20 430 €	25 200 €	-16,83 %
<b>Total dépenses de fluides</b>	<b>194 212 €</b>	<b>168 959 €</b>	<b>403 700 €</b>	<b>259 665 €</b>	<b>366 200 €</b>	<b>-9,29 %</b>

**Attention: comparaison de CA (exécution) et de BP (prévisions)**



# Evolution des frais de personnel

60



**+19% en  
2024/2023 soit  
+383K€ dont:**

+58K€ des 3%  
augmentation de  
l'indice en 07/2023

12 départs  
remplacés fin 2023  
sans tuilage,

+ 3 recrutements:  
1 assistante RH,  
1 responsable action  
sociale  
1 responsable CTM

**Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



# Prospective 2024 – 2028

## Hypothèses générales projetées

### Hypothèses générales dépenses de fct

*Attention : coûts de fonctionnement non chiffrés pour futurs investissements*

**+880 K€ en 2024 soit +22% / 2023 puis +0,7% en 2025, -0,3% en 2026, + 4,1% en 2027, +1,8% en 2028**

### Charges à caractères générales :

**+26%** en 2024/2023 soit **+323K€** dont 100K€ de sécurité, +94K€ pour énergies (+41,7%), + 20K€ presta service (Vidéoprotection), +36K€ entretiens (divers, +12,6K€ assurance multirisques ,+14,7K€ honoraires PLU, puis +1,7% en 2025, +2% en 2026, +1,8 % en 2027 et +1,7% en 2028

### Charges personnel :

**+19%** en 2024/2023 soit **+383K€** dont +58K€ des 3% augmentation de l'indice, 12 départs remplacés fin 2023 sans tuilage, + recrutement RH et responsable action sociale et responsable CTM, puis +2,5% en 2025, +2,5% en 2026, +2,3% en 2027, +2,2% en 2028

### Charges des gestion courantes et atténuation de produit :

**SIEA:** +42 K€ en 2024 puis +2% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8 % en 2027 et +1,7% en 2028

**Subventions associations + CCAS :** + 11% en 2024 (soutien centre social Espace Talançonnais) puis -2,8% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8% en 2027, 1,7% en 2028

**Rémunération élus et autres :** +13 K€ en 2024 (augmentation indice et avec 6 adjoints) puis +2,1% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8 % en 2027 et +1,7% en 2028

**SRU:** 108 K€ (+35%) en 2024 idem en 2025 puis 40 K€ en 2026 et 60 K€ ensuite (subvention

**FPIC:** 45 K€ en 2024 puis 30 K€ / an

### Charges financières

42 K€ en 2024, 30 K€ en 2025, 19 K€ en 2026, 101K€ en 2027 et 95K€ en 2028

**Charges exceptionnelles :** 100K€

# Rétro-prospective 2021 – 2028

## Section de fonctionnement

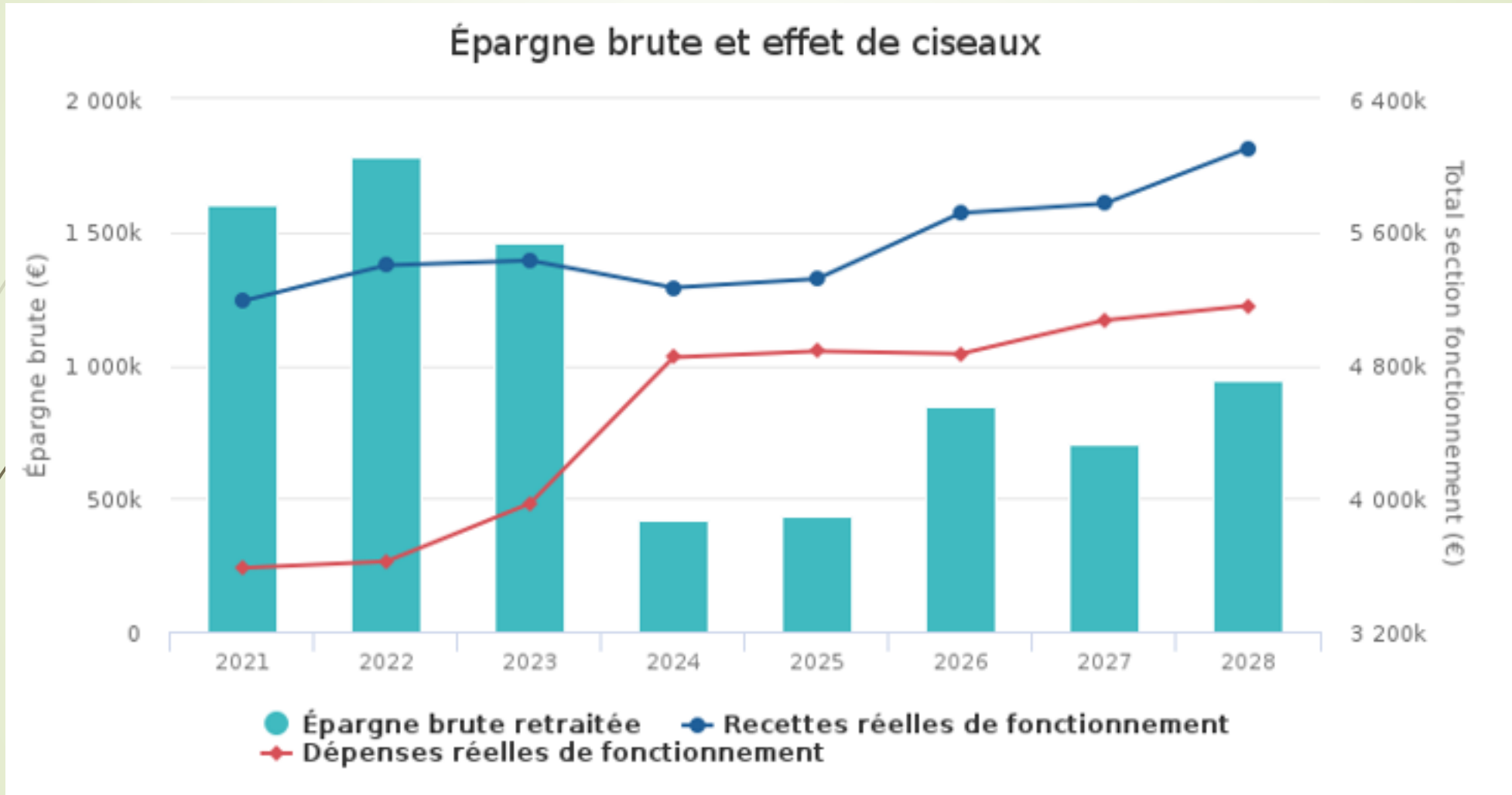
62

SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2021	CA 2022	CA 2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 186 085</b>	<b>5 400 471</b>	<b>5 430 586</b>	<b>5 266 310</b>	<b>5 318 812</b>	<b>5 714 682</b>	<b>5 771 405</b>	<b>6 104 879</b>
ATTENUATIONS DE CHARGES	35 001	7 679	33 487	35 000	10 000	10 000	10 000	10 000
PRODUIT DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIV	56 288	142 146	349 423	320 000	340 210	340 424	340 612	340 792
IMPÔTS ET TAXES	4 392 307	4 605 229	4 371 643	4 406 330	4 458 213	4 851 915	4 906 609	5 238 151
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	606 574	511 009	484 792	463 980	468 528	469 600	470 672	471 683
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	70 222	103 252	86 242	41 000	41 861	42 739	43 509	44 248
PRODUITS EXCEPTIONNELS	25 693	31 154	104 995	-	-	-	-	-
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>178</b>	<b>178</b>	<b>178</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 186 263</b>	<b>5 400 649</b>	<b>5 430 764</b>	<b>5 266 310</b>	<b>5 318 812</b>	<b>5 714 682</b>	<b>5 771 405</b>	<b>6 104 879</b>
EXCEDENT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	719 721	982 857	1 641 808	796 363	350 525	350 525	384 441	357 804
<b>TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 582 114</b>	<b>3 620 691</b>	<b>3 968 804</b>	<b>4 848 326</b>	<b>4 884 559</b>	<b>4 869 159</b>	<b>5 069 904</b>	<b>5 158 706</b>
CHARGES A CARACTERE GENERAL	979 154	990 883	1 242 728	1 565 962	1 575 515	1 563 347	1 590 948	1 617 484
CHARGES DE PERSONNEL	1 895 983	1 938 584	2 015 779	2 398 670	2 458 636	2 520 102	2 578 065	2 634 782
ATTENUATIONS DE PRODUITS	106 560	115 604	84 672	153 000	138 000	70 000	90 000	90 156
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	506 603	512 049	568 515	588 310	580 018	592 198	602 858	613 106
CHARGES FINANCIERES	78 104	63 469	55 597	42 084	29 982	18 953	101 594	94 928
CHARGES EXCEPTIONNELLES	15 709	99	1 510	100 300	102 406	104 556	106 438	108 248
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>95 793</b>	<b>94 593</b>	<b>122 975</b>	<b>133 945</b>	<b>136 757</b>	<b>139 629</b>	<b>142 143</b>	<b>144 559</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 677 908</b>	<b>3 715 285</b>	<b>4 091 779</b>	<b>4 982 271</b>	<b>5 021 316</b>	<b>5 008 788</b>	<b>5 212 047</b>	<b>5 303 266</b>

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Rétro-Prospective 2021 – 2028

63

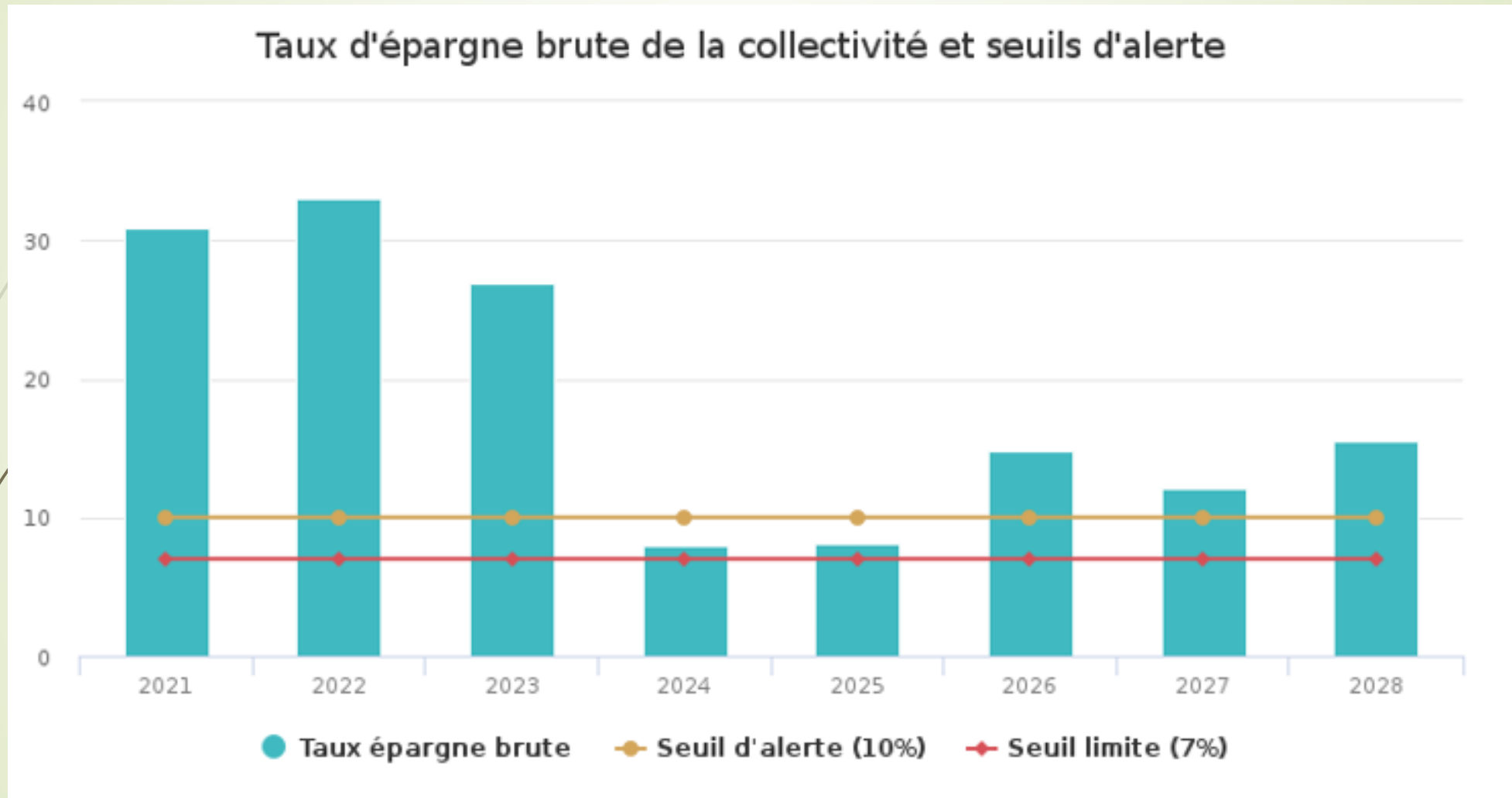


**Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Rétro-Prospective 2021 – 2028

64



**Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



# Prospective 2024 – 2028: Hypothèses générales projetées

## Hypothèses générales investissements

### Recettes

**Subventions:** 418 K€ en 2024 (dont 72 K€ RAR) puis 150 K€ en 2025, 50K€ en 2026 puis 910K€ en 2027 et 350K€ en 2028

**Emprunts:** 2 215 K€ en 2026 et 1 746 K€ en 2028

**TA:** 270K€ par an dès 2024, 850 K€ en 2025 (**Lidl**), 200K€ en 2026 et 2027 puis 550K€ en 2028 (**Lidl**)

**FCTVA** : 192K€ en 2024, 147K€ en 2025, 340K€ en 2026, 228K€ en 2027 et 416K€ en 2028

### Dépenses

**Equipements:** 2807K€ en 2024 (dont 900,6 K€ RAR), 1490K€ en 2025, 2907K€ en 2026, 1767K€ en 2027, 3540K€ en 2028

**Emprunts** : 572K€ en 2024, 523K€ en 2025, 333K€ en 2026, 285K€ en 2027, 252K€ en 2028

# Prospective 2024-2028: PPI projeté

n°	Investissements programmés	Total PPI TTC	2024	2025	2026	2027	2028
361	Matériel divers - Mobilier urbain	195 220	43 220	62 000	30 000	30 000	30 000
400	Local jeune MJC	8 000	8 000				
450	Réaménagement et végétalisation Cour EM du Bret	282 000	256 000	26 000			
451	Rénovation / extension école primaire J Fert	134 000	70 000	64 000			
453	Archives + ttt + classement	35 000	35 000				
455	Cuisine centrale	114 000	34 000	20 000	20 000	20 000	20 000
458	Stade	6 500	6 500				
458	Stade (pelouse synthétique)	805 000	5 000		800 000		
460	Modification PLU	100 000	60 000	40 000			
467	Vidéoprotection passive	131 000	91 000	30 000	10 000		
467	Alarme PPMS Ecoles	20 000	-	20 000			
467	Réseau sécurité incendie	4 000	4 000				
469	Investissements récurrents écoles	47 300	7 300	10 000	10 000	10 000	10 000
472	Galet - culture	128 200	14 200	24 000	30 000	30 000	30 000
478	Renforcement évacuation eaux pluviales prés Villars	330 000	330 000				
482	Fourgonnette électrique services techniques	45 000	15 000	30 000			
491	CTM	30 000	30 000				
498	Informatique et téléphonie mairie	136 500	54 000	22 500	20 000	20 000	20 000
509	Sécurisation montée Balmont	20 000	20 000				
509	Réaménagement rue Carriat	40 500	-	40 500			
509	Voirie Résidence Desay (Germaine)	200 000	60 000		140 000		
509	Réaménagement du centre village (maison médicale ...)	1 105 200	305 200	400 000	200 000	200 000	
509	Réaménagement chemin de la Reste	155 000	5 000	150 000			
509	Réaménagement chemin des Roches	25 000	25 000				
509	Sécurisation Bret (inondations)	110 000	-	10 000	100 000		
509	Aménagement parking rue du Collège (définitif)	35 000	-	35 000			
509	Extension réseau électrique	20 000	10 000	10 000			
509	Travaux divers	200 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
509	Voiries réseaux ch du Plat	600 000				600 000	
511	Acquisitions foncières Prés de Veyssieux (EPF)	107 757	26 939	26 939	26 939	26 939	-
511	Acquisitions foncières terrain gr scolaire (Bourdin)	270 540			270 540		
511	Acquisitions foncières terrain	99 000	99 000				
511	Subventions foncières	390 000	30 000	90 000	90 000	90 000	90 000
523	Groupe scolaire + restaurant scolaire	3 900 000	100 000		300 000	500 000	3 000 000
531	Bassin et renaturation Creusette	500 000			500 000		
532	Panneau lumineux n°2	20 000	-		20 000		
540	Etude ZAC	40 000	10 000	30 000			
541	Aménagement du Cerdon	10 000	-	10 000			
543	Halle aux associations	30 000	30 000				
546	Aménagement Bourg centre	55 200	55 200				
549	Bornes électriques	7 000	7 000				
550	Rénovation énergétique bâtiments communaux	420 000	20 000	100 000	100 000	100 000	100 000
	RAR année N-1	900 600	900 600				
	Investissements récurrents DST	400 000		100 000	100 000	100 000	100 000
	<b>TOTAL hors ZAC</b>	<b>12 212 517</b>	<b>2 807 159</b>	<b>1 390 939</b>	<b>2 807 479</b>	<b>1 766 939</b>	<b>3 440 000</b>

# Rétro-prospective 2021 – 2028

## Section d'investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2021	CA 2022	CA 2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 050 386</b>	<b>1 950 263</b>	<b>2 826 396</b>	<b>3 065 257</b>	<b>1 877 612</b>	<b>3 103 260</b>	<b>2 010 134</b>	<b>3 647 907</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	7 291	383 688	279 635	418 658	150 000	50 000	910 000	350 000
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	-	850	-	-	-	2 215 050	-	1 745 766
DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	1 043 094	1 565 725	2 546 761	2 576 599	1 727 612	838 210	1 100 134	1 552 141
Excédents de fonctionnement capitalisés	529 823	1 245 222	1 026 412	2 184 429	729 878	297 496	671 978	585 994
PRODUITS DE CESSION	-	-	-	70 000	-	-	-	-
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>138 183</b>	<b>94 593</b>	<b>143 056</b>	<b>133 945</b>	<b>136 757</b>	<b>139 629</b>	<b>142 143</b>	<b>144 559</b>
OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	95 793	94 593	122 975	133 945	136 757	139 629	142 143	144 559
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 188 570</b>	<b>2 044 856</b>	<b>2 969 452</b>	<b>3 199 202</b>	<b>2 014 369</b>	<b>3 242 889</b>	<b>2 152 277</b>	<b>3 792 466</b>
EXCEDENT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	-	-	179 885	-	-	1 660	1 728
<b>TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 643 739</b>	<b>1 824 176</b>	<b>1 908 246</b>	<b>3 379 088</b>	<b>2 014 370</b>	<b>3 241 229</b>	<b>2 152 209</b>	<b>3 792 398</b>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	13 380	9 677	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	144 364	182 056	2 707 159	1 390 940	2 807 479	1 766 939	3 440 000
IMMOBILISATIONS EN COURS	1 049 370	1 074 482	1 128 734	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	-	169	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	594 369	591 779	587 779	571 929	523 430	333 750	285 270	252 398
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>42 568</b>	<b>178</b>	<b>20 258</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 686 307</b>	<b>1 824 354</b>	<b>1 928 505</b>	<b>3 379 088</b>	<b>2 014 370</b>	<b>3 241 229</b>	<b>2 152 209</b>	<b>3 792 398</b>
DEFICIT REPORTE D'INVESTISSEMENT	583 827	1 081 565	861 062	-	-	-	-	-

# Financements des investissements

68

Emprunts sur  
25 ans à 4%

TA  
Lidl

TA  
Lidl

Augmentation  
taux TF

Intégration TF Lidl  
en 2028

2021 - 2028 en K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	1 604	1 780	1 461	418	434	846	702	946
Taxe d'aménagement	319	230	1 368	270	850	200	200	550
FCTVA	195	88	152	192	148	341	228	416
Aides PUP et subventions	7	384	280	419	150	50	910	350
Nouveaux emprunts						2 215		1 746
<b>TOTAL ressources</b>	<b>2 125</b>	<b>2 481</b>	<b>3 261</b>	<b>1 299</b>	<b>1 582</b>	<b>3 651</b>	<b>2 040</b>	<b>4 008</b>
Total dépenses équipements	1 049	1 232	1 321	2 807	1 491	2 907	1 867	3 540
Total remboursements emprunts	594	592	588	572	523	334	285	252
<b>TOTAL dépenses d'investissement</b>	<b>1 643</b>	<b>1 824</b>	<b>1 908</b>	<b>3 379</b>	<b>2 014</b>	<b>3 241</b>	<b>2 152</b>	<b>3 792</b>
Epargne nette	1 010	1 188	873	- 154	- 89	512	416	694
Résultat global d'exercice	481	657	1 352	- 2 080	- 432	410	- 113	216
Fonds de roulement 31/12 de l'année N (mini 400K€)	1 147	1 804	3 156	1 076	644	1 054	941	1 157
En cours de la dette au 31/12/ de N	3 282	2 690	2 103	1 531	1 007	2 889	2 603	4 097
<b>CAPDES</b>	<b>2,05</b>	<b>1,51</b>	<b>1,44</b>	<b>3,66</b>	<b>2,32</b>	<b>3,42</b>	<b>3,71</b>	<b>4,33</b>

Accusé de réception en préfecture  
0103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



# Débat d'Orientation Budgétaire

## Structure de la dette

2024- 2028



Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

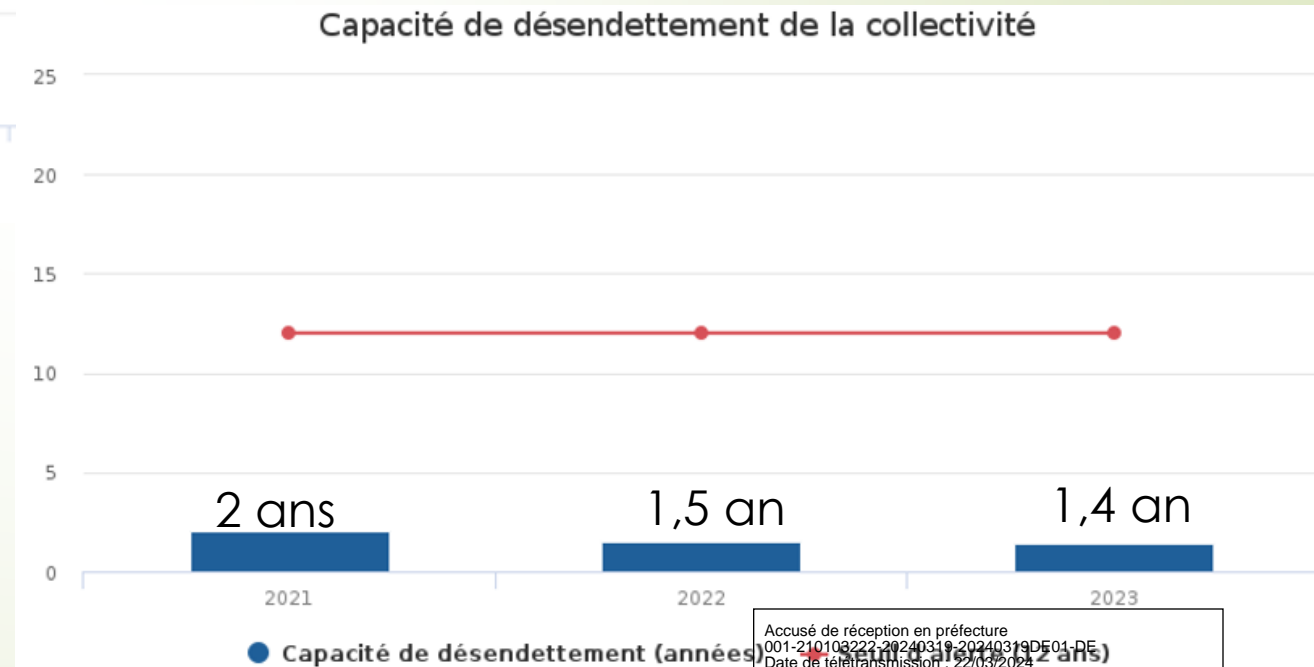
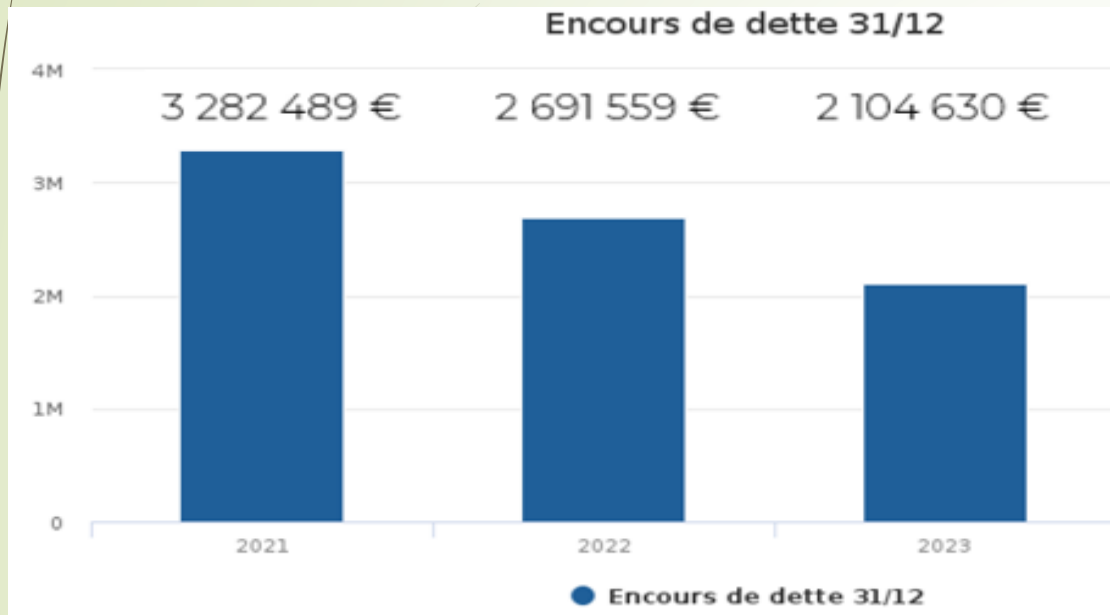
# Caractéristiques de la dette historique

# Profil de remboursement de la dette historique

Les charges financières représenteront 0,87 % des Dépenses réelles de fonctionnement en 2024.

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Emprunt Contracté	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Intérêt de la dette	80 216 €	67 089 €	55 434 €	41 907 €	-24,4 %
Capital Remboursé	594 369 €	591 779 €	587 779 €	571 929 €	-2,7 %
<b>Annuité</b>	<b>674 585 €</b>	<b>658 868 €</b>	<b>643 213 €</b>	<b>613 836 €</b>	<b>-4,57 %</b>
Encours de dette	3 282 489 €	2 691 559 €	2 104 630 €	1 532 700 €	-27,17 %

# Encours de la dette historique et capdes



Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319-DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024



# Profil extinction de la dette historique

**RAPPEL**

Periode	Crd initial	Echéances		
		Capital	Intérêt	Total
2020	4 470 348,42 €	593 929,65 €	93 475,00 €	687 404,65 €
2021	3 876 418,77 €	593 929,65 €	80 246,13 €	674 175,78 €
2022	3 282 489,12 €	590 929,65 €	67 104,32 €	658 033,97 €
2023	2 691 559,47 €	586 929,65 €	54 096,06 €	641 025,71 €
2024	2 104 629,82 €	571 929,65 €	41 293,76 €	613 223,41 €
2025	1 532 700,17 €	523 429,62 €	29 150,89 €	552 580,51 €
2026	1 009 270,55 €	333 749,60 €	18 693,90 €	352 443,50 €
2027	675 520,95 €	232 083,32 €	12 815,55 €	244 898,87 €
2028	443 437,63 €	197 083,32 €	8 277,50 €	205 360,82 €
2029	246 354,31 €	197 083,32 €	3 862,83 €	200 946,15 €
2030	49 270,99 €	49 270,99 €	275,92 €	49 546,91 €
	<b>20 382 000,20</b>	<b>4 470 348,42</b>	<b>409 291,86</b>	<b>4 879 640,28</b>

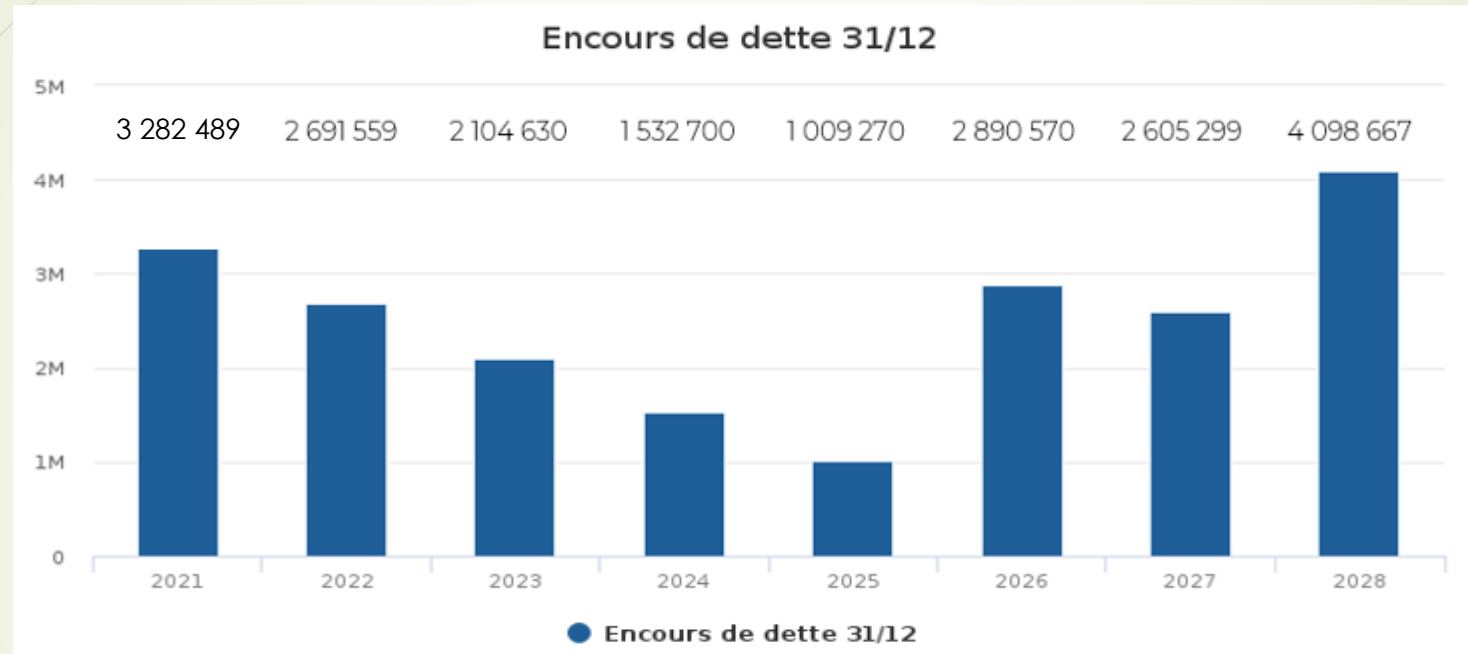
**Fin emprunt du Galet  
sur 15 ans à 3,35%**

# Rétro-prospective 2021-2028 de la dette

# Retro-prospective 2021 – 2028

## Encours de dette et emprunts nouveaux

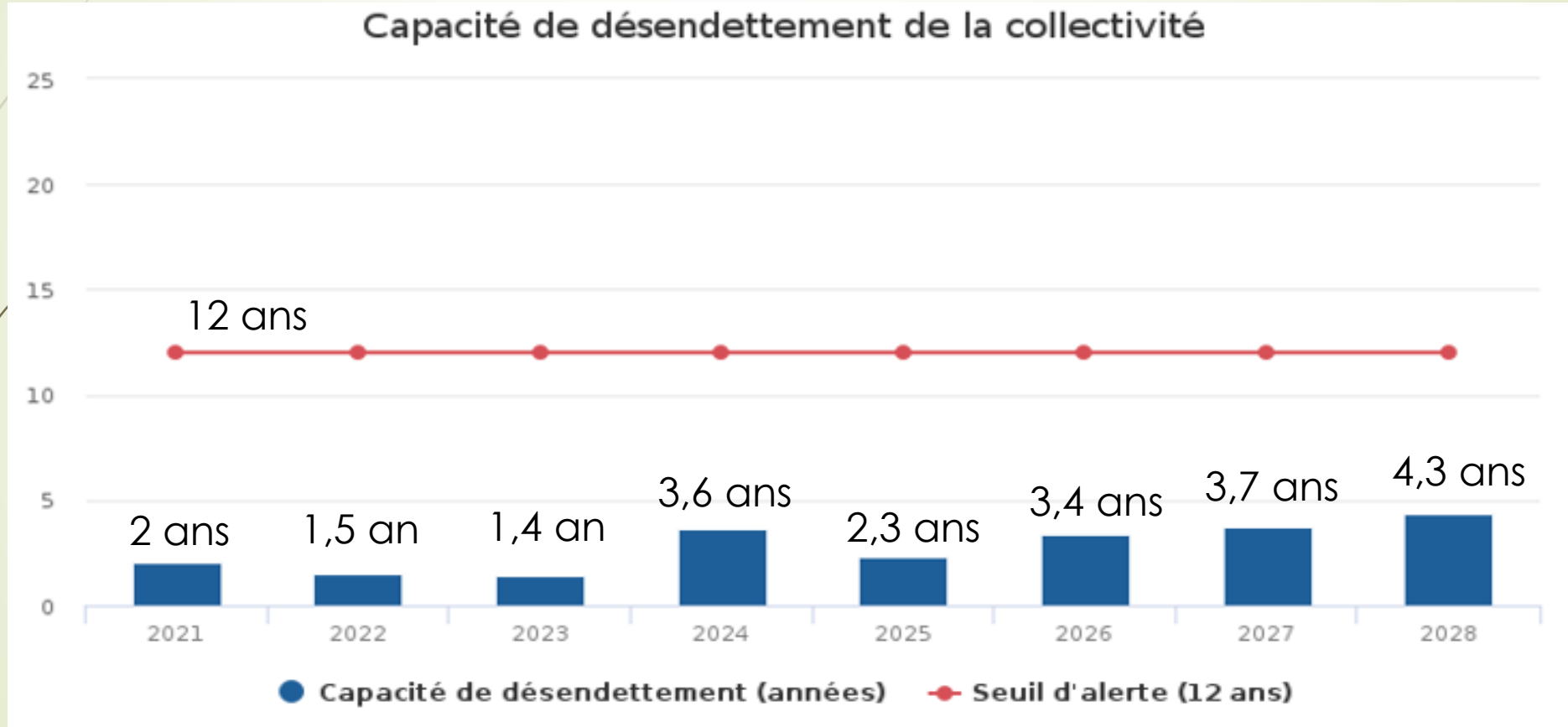
75



Année	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Emprunt contracté (€)	0	0	0	0	2 215 050	0	1 745 766
Intérêt de la dette (€)	63 470	55 596	42 084	29 982	18 953	101 594	94 751
Capital remboursé (€)	590 929	586 929	571 929	523 430	333 750	285 270	252 398
<b>Annuité (€)</b>	<b>654 399</b>	<b>642 525</b>	<b>614 013</b>	<b>553 412</b>	<b>352 479</b>	<b>386 864</b>	<b>347 149</b>

Accusé de réception en préfecture  
001-210003222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024

# Rétro-prospective 2021-2028





# Retro-prospective 2021 - 2028

77

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute (€)	1 779 779	1 460 782	417 984	434 253	845 523	701 500	946 173
Encours de dette maximum conseillé (€) (Cap des 10 ans)	17 797 790	14 607 820	4 179 840	4 342 530	8 455 230	7 015 000	9 461 730
Encours de dette (€)	2 691 559	2 104 630	1 532 700	1 009 270	2 890 570	2 605 299	4 098 667
<b>Capacité d'emprunt (€)</b> (Cap des 10 ans)	<b>15 106 231</b>	<b>12 503 190</b>	<b>2 647 140</b>	<b>3 333 260</b>	<b>5 564 660</b>	<b>4 409 701</b>	<b>5 363 066</b>
Ratio d'endettement	49,84 %	38,76 %	29,1 %	18,98 %	50,58 %	50,08 %	67,13%
Dette / hab.	525,28	405,36	292,72	190,9	541,61	483,63	760,84
Capacité de désendettement	1,51	1,44	3,67	2,32	3,42	3,71	4,33

# Prochains rendez-vous financiers

**25 mars 2024** : Commission Finances - CA 2023 et BP 2024

**9 avril 2024** : Conseil Municipal - Vote CA 2023 et BP 2024



**MERCI POUR VOTRE  
ATTENTION**

Accusé de réception en préfecture  
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2024  
Date de réception préfecture : 22/03/2024